



LA COMMUNAUTE POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI



SADC AUJOURD'HUI Vol 9 No 1 Avril 2006

A L'INTERIEUR...



Le développement de l'infrastructure est primordial à l'intégration régionale

POLITIQUE	3-4
COMMERCE	5-6
ENERGIE	7-8
ELECTIONS	9
GESTION DE DESASTRES NATURELS	10
SECURITE ALIMENTAIRE	11
CORRIDORS DE DEVELOPPEMENT	12-14
PROFILS	15-16
ENVIRONNEMENT	17
CLIMAT	18
INNOVATIONS	19
AFFAIRES COMMUNAUTÉ	20
LIVRES	21
EVENEMENTS	22
L'HISTOIRE AUJOURD'HUI	24

par Joseph Ngwawi

LES ETATS MEMBRES de la SADC sont en pleine coopération pour le développement de l'infrastructure et ont identifié quatre zones d'intervention clés pour mener des initiatives dans ce domaine.

Une infrastructure de soutien à l'intervention a été placée au cœur de l'ordre du jour pour le renforcement communautaire de la région et des efforts concertés sont en cours afin de garantir la disponibilité d'un système intégré, efficace et rentable dans le but de soutenir le commerce et le développement économique régional.

Les zones d'intervention sont soulignées dans le Plan Stratégique Indicatif de Développement Régional (RISDP) – projet régional sur une période de 15 ans.

Ceci inclut de garantir la disponibilité d'approvisionnements en énergie, fiables et rentables; et l'usage du tourisme pour parvenir à un développement socio-économique durable et en tant que motivation pour la conservation des ressources naturelles de la région.

D'autres zones d'intervention sont la provision de transport efficace, rentable et sûr, de systèmes de communications et météorologie; et la promotion du développement et de la gestion des ressources hydrauliques intégrées et de leur partage équitable pour un bénéfice mutuel.

Des progrès importants ont été accomplis pour améliorer le niveau et la qualité de l'infrastructure dans la région de façon à attirer des investissements, accroître la compétitivité et promouvoir le commerce.

Dans le secteur de l'énergie, la mise en commun des ressources en énergie a été au cœur des initiatives régionales. Le but est d'atteindre les 100 pour cent de connectivités au réseau régional d'énergie pour tous les états membres d'ici 2012 et d'avoir au moins 70 pour cent de tous les foyers ruraux électrifiés d'ici 2018.

Beaucoup d'efforts ont été dirigés pour renforcer la capacité de génération d'électricité pour l'Afrique Australe, avec près de 50 projets à court et long terme actuellement en cours ou prévus pour le développement futur.

Les nouveaux projets augmenteront la capacité totale de génération d'électricité de plus de 42 000 megawatts (MW) entre 2007 et 2027. La capacité actuelle combinée compte pour 52 743 MW seulement, dont 45 000 MW sont disponibles pour la distribution des consommateurs.

L'objectif ultime est de transformer le Pool d'Énergie de l'Afrique Australe (SAPP) d'un format de coopérative à celui de pool compétitif et de créer un marché régional pour l'électricité.

suite page 2

Développement de l'infrastructure

Suite de la page 1

Pour renforcer l'auto-suffisance en pétrole et ressources en gaz, l'Afrique Australe entreprend également l'exploration et le développement en commun de ces produits.

La coopération dans ce domaine inclue l'harmonisation des politiques, les réglementations et la législation dans le but de faciliter le commerce transfrontalier, améliorer la capacité d'utilisation et la liaison dans l'approvisionnement commun de produits pétroliers dans le marché mondial.

Une infrastructure touristique robuste est également considérée comme cruciale dans l'approfondissement de l'intégration régionale et du développement. Parmi les buts des états membres de la SADC figurent l'introduction d'un visa universel d'ici 2008.

Le système UV-SADC facilitera la circulation intra-régionale grâce à l'élimination des restrictions de visa et l'harmonisation des procédures d'immigration, ainsi que de faciliter la circulation transfrontalière des touristes internationaux.

L'harmonisation des politiques de tourisme et d'immigration, la législation et les normes doivent être finalisées d'ici 2008.

Encouragés par le Protocole sur la Facilitation du Mouvement de Personnes au sein de la SADC, signé en août 2005, au moins sept pays de la région ont signé des accords bilatéraux afin de renoncer aux conditions préalables d'obtention de visa pour leurs citoyens.

Les systèmes de transport de la région, particulièrement les chemins de fer, ont à l'origine été construits pour partir des ports côtiers afin de faciliter l'accès et le contrôle des zones enclavées aux anciens pouvoirs coloniaux. Lorsque que les centres urbains et industriels commencèrent à se

développer, les efforts se sont concentrés sur le transport à l'intérieur des terres.

Cependant, d'une perspective régionale, les artères routières gérées par les ports ou corridors continuent d'être vitales pour les pays enclavés, surtout pour le commerce international. Le système de transport régional offre à la plupart des pays enclavés un choix de routes vers l'océan par les systèmes routiers, ferroviaires et portuaires d'une capacité adéquate. Des investissements récents et consistants sont attendus pour élargir l'éventail d'options.

Il existe également un intérêt considérable dans les corridors de

transport, qui relie les ports et leurs systèmes routiers et ferroviaires connexes à l'investissement dans l'industrie, le secteur minier, l'agriculture et le tourisme. Le concept est introduit dans toute la région. (voir p 12-14)

Beaucoup de travail a également été fait pour faciliter le développement d'infrastructure pour la gestion des eaux, particulièrement des plans compréhensifs pour large bassin intégré et l'amélioration de structures juridiques et réglementaires aux niveaux national et régional de manière à garantir l'harmonisation des politiques et de la législation.

Le réseau ferroviaire s'étend sur 36 000 kilomètres de route

LE RESEAU FERROVIAIRE de l'Afrique Australe s'étend sur la SADC continentale.

Le réseau couvre 36 000 kilomètres de route, opère 150 000 wagons de freight utilisant 4 000 locomotives et transportent plus de 200 million de tonnes de commerce par an.

Le réseau constitue la plus grande proportion des 51 000 kilomètres de route dans toute l'Afrique, et possède une capacité d'environ 350 millions de tonnes par an.

Le déclin régulier de la portion de trafic ferroviaire dans la région au début des années 90 et l'incapacité des gouvernements de continuer à financer les subventions, ont rendu nécessaire l'adoption d'approches basées sur le marché pour les affaires ferroviaires.

La rentabilité et la provision de services groupés devinrent les objectifs. Les chefs de toutes les compagnies ferroviaires de l'Afrique Australe se réunirent en 1993 et convinrent d'un Plan d'Action Régional (PAR), dont l'exécution fut menée par l'Association des Chemins de Fer de l'Afrique Australe (SARA) après sa formation en 1996.

Le PAR implique une reconception des services

ferroviaires conformément aux besoins de la clientèle et la prestation de service à un coût compétitif, l'amélioration de la prévision et de la sécurité des services de transport ferroviaires et l'offre d'un service groupé à travers la région quelques soient les frontières nationales.

Des normes et des pratiques harmonisées étaient considérées comme une contribution à la promotion du commerce dans la région ainsi que sur le marché international global en réduisant la contribution du transport dans le coût de la production.

La coopération régionale dans ce secteur résidait autour du remplacement commun et réciproque de pièces détachées sur le matériel roulant, l'échange d'équipement y compris la mise en commun des ressources afin d'accroître l'utilisation, les cycles de maintenance uniformes pour l'équipement et la formation commune de personnel.

Bien que l'harmonisation générale des pratiques fut reconnue comme cruciale pour des services améliorés, les variances en ce qui concerne la circulation de trafic dans les diverses sections de la région signifient que certaines compagnies ferroviaires ont dû travailler plus

Un Programme stratégique de Développement d'Infrastructure des Eaux est en cours de développement, il vise à aborder la question des trois piliers de réserve d'eau pour la sécurité alimentaire, l'approvisionnement en eau, la sanitation et l'eau pour la production d'hydroélectricité.

Le Protocole de la SADC sur les Cours d'eau Communs, entré en vigueur en septembre 2003 après ratification par deux-tiers des États membres de la SADC, a été instrumental pour le renforcement de la coopération dans la gestion jointe des 15 bassins riverains communs à la région et pour éviter les conflits sur la question des ressources en eau.



étroitement avec l'une l'autre plutôt qu'avec d'autres.

D'où, la catégorisation de diverses compagnies nationales de chemin de fer en groupes de corridor, chacun consistant en chemin de fer qui forment une route supportant de façon constante des flots similaires de trafic.

Onze corridors furent initialement identifiés mais ceux-ci furent ultérieurement alignés à certains des corridors économiques régionaux créés pour mener le développement en attirant des investissements.



Vers un nouveau partenariat

Conférence Consultative 2006 de la SADC

UNE NOUVELLE structure de partenariat est supposée émerger d'une conférence consultative de haut niveau entre la SADC et ses partenaires coopérants internationaux dans la capitale Namibienne, Windhoek, les 26 et 27 avril.

La Conférence Consultative 2006 de la SADC cherche à mobiliser des ressources pour la mise en oeuvre des deux plans conducteurs de développement de la communauté régionale. Ce sont le Plan Stratégique Indicatif de Développement Régional (RISDP) et le Plan Stratégique Indicatif de l'Organe sur la Politique, la Défense et Coopération sur la Sécurité (SIPO).

Les deux documents stratégiques identifient les domaines principaux d'intervention qui mèneront le programme d'intégration et de développement de la région sur une période de 15 ans. Ils vont du développement socio-économique aux questions politiques de défense et sécurité.

Avec des événements marquants, divisés en périodes d'une, cinq et quinze années, les plans directeurs sont structurés et alignés aux buts, objectifs et structure d'exécution plus ambitieux du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) et les Objectifs de Développement du Millénaire (ODM).

En sus d'assister les Etats Membres à atteindre les objectifs convenus aux niveaux national, continental et international, les plans stratégiques jouent un rôle critique dans le positionnement de la SADC, en tant que composant parmi d'autres, de l'Union Africaine, et en tant que joueur global d'importance.

Les plans régionaux ont été adoptés par le Sommet 2003 des Chefs d'Etat et de Gouvernement et lancés l'année suivante. Le lien manquant de ce puzzle se caractérise par un partenariat qui peut mener, soutenir et contrôler leur mise en oeuvre.

Sous le thème, "Partenariat pour la mise en oeuvre du Plan Stratégique Indicatif de Développement Régional et du Plan Indicateur Stratégique de l'Organe sur la Politique, la Défense et la Sécurité", la Conférence de Windhoek fera exactement cela - rallier un nouveau partenariat impliquant les états membres, le Secrétariat de la SADC, les PIC, la société civile et le secteur privé.

"Le résultat important attendu de la conférence sera un accord sur un Nouveau Partenariat SADC/PIC," informe Balezi Goalathe, Ministre des Finances du Botswana, lorsqu'il a annoncé l'adoption du document thème de la conférence pendant le Conseil des Ministres de février. Goalathe est le Président en exercice du Conseil des Ministres de la SADC.

La "Déclaration de Windhoek sur un Nouveau partenariat SADC/PIC", sera présentée pour adoption. Goalathe explique que la conférence réexaminera la coopération sur le développement entre la SADC et ses PIC, et déterminera la voie à prendre dans divers domaines d'intérêt commun.

Structure de la réunion

LA CONFÉRENCE consultative, structurée de manière à garantir une interaction et échange optimum parmi les délégués, sera une combinaison de sessions interactives de groupe de travail et en plénière. Les sessions plénières seront rassemblées pour les cérémonies officielles d'ouverture et de clôture. La cérémonie d'ouverture en plénière sera composée de quelques discours, suivis de présentations sur:

- o Les relations entre l'Union Africaine (portant sur la structure du NEPAD) et les communautés économiques régionales telles que la SADC.

La conférence 2006 a été structurée de façon à garantir une interaction et un échange optimum des opinions parmi les délégués. Les discussions s'étendront sur les domaines d'intervention commune de la SADC qui ont été consolidés en sous-thèmes portant sur :

- o Le Commerce, la Libéralisation Economique et le Développement;
- o Le Soutien d'Infrastructure pour l'Intégration Régionale;
- o La Sécurité Alimentaire Durable;
- o Le Développement Social et Humain;
- o La Mise en Application du SIPO;
- o Le VIH et SIDA; et
- o Des problèmes communs tels que la Problématique des sexes, les Statistiques, l'Environnement et le Développement Durable, et le Développement du Secteur Privé, la Science et la Technologie.

L'assistance est supposée être de haut calibre, en attirant des ministres des Etats Membres et des PIC, ainsi que des personnalités de la société civile et du monde des affaires de la région.

L'idée maîtresse de cette présentation sera pour dépeindre l'UA en tant qu'institution continentale tandis que les communautés économiques régionales sont les organes de mise en oeuvre ou les composants. Des synergies et des liens transparents seront définis entre le NEPAD et le RISDP et SIPO.

- o Le nouveau partenariat SADC-PIC. Cette présentation argumentera sur la nécessité d'un nouveau partenariat pour une exécution efficace du RISDP et SIPO. Elle esquissera le but général du Nouveau Partenariat, ses objectifs et

L'adhésion aux deux plans de développement de la SADC, qui définissent clairement les aspirations de développement de la communauté régionale, a fait ressortir la nécessité de réexaminer la coopération pour le développement. La Déclaration de Windhoek spécifiera les rôles de tous les dépositaires dans l'exercice futur de coopération pour le développement. La Déclaration historique de Windhoek favorise un programme d'approche holistique à l'opposé de la mise en oeuvre de projets isolés. L'accord est supposé charger une Equipe Spéciale SADC/PIC, composée d'états membres et de PIC, d'entreprendre des activités de suivi dans le but de réaliser les objectifs du nouveau partenariat.

Bien qu'il n'y ait aucun doute sur l'engagement des états membres à financer les RISDP et SIPO, les contraintes de ressources signifient que les partenaires coopérants sont appelés à jouer un rôle critique. La magnitude des plans régionaux est telle qu'une participation plus substantielle de la part des partenaires coopérants est plus que jamais nécessaire.

principes directeurs. Elle mentionnera également des propositions de projet sur une structure efficace pour les dialogues et les rôles respectifs des dépositaires principaux dans le nouveau partenariat.

Les présentations seront ensuite suivies de discussions. Les sessions interactives en groupe de travail délibéreront sur la mise en application du RISDP et SIPO, dans le contexte des sous-thèmes. Les présentations couvriront les domaines prioritaires d'intervention portant sur les buts généraux, les domaines de convergences, les stratégies et les cibles.

Nouveau pacte sur l'énergie pour la région

par Patson Phiri

LA SADC a pris une mesure décisive pour éviter un déficit imminent de l'énergie en signant un accord actualisé qui implique d'autres adeptes et prend en compte les réalités actuelles dans le secteur.

L'accord signé le 23 février par le Conseil des Ministres à Gaborone, est une révision du Protocole d'Accord Inter-gouvernemental de 1995 instaurant le Pool d'Énergie de l'Afrique Australe (SAPP). Le Protocole d'Accord actualisé fait partie intégrale des efforts de la SADC pour créer un environnement habilitant approprié pour le développement du secteur privé et des investissements étrangers directs dans la région, » déclare Baledzi Gaolathe, ministre des finances du Botswana, qui a présidé le Conseil.

Le pool d'énergie reconstitué accepte les investisseurs privés dans le but d'augmenter l'approvisionnement et satisfaire à la demande en hausse en raison d'une expansion industrielle parmi un manque d'investissement correspondant.

L'accord actualisé reconnaît également d'autres développements nouveaux tels que la restructuration de la SADC et de ses institutions,



Les ministres de la SADC signent le Protocol d'Accord SAPP. Le président du Conseil, le Ministre des Finances du Botswana, Baledzi Gaolathe, se trouve sur la gauche

particulièrement la dissolution de la sous-commission sur l'énergie électrique, et a initié un effort commun par le biais des services publics d'énergie électrique et de leur gouvernements pour combiner les ressources dans l'approvisionnement en énergie.

L'adhésion à SAPP a augmenté de 10 à 12 pays, couvrant ainsi tous les pays de la SADC continentale.

Les les de l'Océan Indien, Madagascar et l' le Maurice ne font pas parties de l'accord.

On estime que la région possède une capacité installée totale de production combinée de 52,743 megawatts (MW) tandis que le rendement de production nette est d'environ 45,000MW.

Une capacité de production de réserve de 10,2 pour cent doit être

maintenue mais l'on craint qu'elle ne soit épuisée dès le début de l'année 2007 vus les niveaux de la demande actuelle en hausse continue.

Le SAPP est en cours d'entreprendre des efforts pour mettre en oeuvre les projets prioritaires de production et transmission tels que décrits dans son plan stratégique de 2005-2010. Les projets visés sont ceux dont l'intention est d'aborder le déficit imminent dans la capacité de production.

La priorité porte également sur l'exercice visant à connecter les Etats Membres de la SADC qui ne sont pas encore liés au SAPP: l'Angola, le Malawi et la République Unie de la Tanzanie. Des efforts sont en cours pour connecter le reste des pays au réseau régional.

Un autre projet nouveau et ambitieux: le Projet du Corridor Ouest, vise initialement à connecter les services publics d'énergie de l'Angola, du Botswana, de la République Démocratique du Congo, de la Namibie et de l'Afrique du Sud, avant de disséminer l'initiative au reste de la région.

Le Conseil approuve le budget pour 2006/07

LE CONSEIL des Ministres a approuvé le budget 2006/07 d'un montant de US\$40,5 million pour les institutions et les programmes de la SADC.

Le budget, approuvé par le Conseil de février, représente huit pour cent d'augmentation par rapport au US\$37,5 million de l'année dernière.

L'augmentation est supposée inclure le tout nouveau tribunal de la SADC et de financer la restructuration en cours du Secrétariat. Le processus de restructuration a centralisé la gestion au niveau du Secrétariat à Gaborone, regroupant les 21 anciennes unités nationales du secteur

de coordination et les commissions en cinq conseils d'administration.

Les conseils d'administration représentent: le Commerce, l'Industrie, les Finances et l'Investissement; l'Alimentation, l'Agriculture et les Ressources Naturelles; l'Infrastructure et les Services Publiques; et le Développement Social et Humain, et les Programmes Spéciaux. Un cinquième conseil d'administration a récemment été créé sur la Politique, la Défense et les Affaires de Sécurité.

Le conseil a alloué des ressources aux programmes qui sont critiques pour le renforcement de l'intégration régionale, la réduction de la pauvreté et le développement durable.

Le budget financera les activités et les programmes articulés dans le Plan Stratégique Indicatif de Développement Régional (RISDP) et le Plan Indicateur Stratégique pour l'Organe sur la Politique, la Défense et la Coopération sur la Sécurité (SIPO).

Les deux sont les plans directeurs de la SADC et les domaines prioritaires identifiés pour la région sur une période de 15 ans.

Après le lancement du RISDP, le Secrétariat de la SADC a passé les deux premières années à le diviser en kit plus modestes, plus faciles à mettre en place et à contrôler. Un plan de mise en oeuvre composé de trois plans quinquennaux fut mis en place en 2004.

Le premier plan quinquennal couvrant la période 2005-9 a été divisé en plans commerciaux annuels, définissant les événements marquant à court-terme et les besoins en ressource.

L'économiste principal de la SADC, Angelo Mondlane, explique que l'intégration régionale ne peut se faire sans les domaines d'intervention.

Il insiste que l'intégration régionale et un processus long et ardu qui doit absorber diverses questions critiques à examiner par les Etats Membres alors qu'ils progressent vers les objectifs convenus à long terme.

Il a expliqué qu'avant que la SADC ne puisse créer un marché commun en 2015, elle devra transiter par une période de libre échange en 2008, et un syndicat des douanes en 2010.

L'empiètement sur l'adhésion est une gageure dans les négociations APE

par Elijah Munyuki

LES PREOCCUPATIONS d'accès au marché difficile et les barrières techniques au commerce ont généralement dominées les négociations de partenariat économique avec l'Union Européenne mais la difficulté majeure pour la SADC semble résider dans la question d'empiètement sur l'adhésion.

Les Accords de Partenariat Economique (APE) sont des

contrats sur le commerce et le développement actuellement en cours de négociations par l'UE avec les six régions Africaine, Caraïbes et Pacifique (ACP): les Caraïbes; l'Afrique Centrale; l'Afrique de l'Est et Australe; le Pacifique; l'Afrique Australe (le groupe SADC) et l'Afrique de l'Ouest.

Les APE remplaceront les chapitres sur le commerce de l'Accord de Cotonou entériné en 2000 entre l'UE et les pays ACP.

Ceci remplacera les préférences commerciales à voie unique régies sous l'Accord de Cotonou avec des arrangements commerciaux réciproques entre les états ACP et l'UE, plus conformes aux réglementations de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).

Des négociations substantielles ont commencé en janvier 2005 et continueront jusqu'en juin 2007. Ces négociations portent sur l'accès au marché pour les produits agricoles et non-agricoles et les pêcheries, les services d'échange, le développement de coopération, d'autres problèmes relatifs au commerce et aux clauses juridiques.

Ils chercheront à renforcer l'intégration de la SADC dans tous ces domaines et, à la longue, définiront une relation de commerce réciproque entre la SADC et l'UE.

La finalisation de l'accord devrait prendre place d'ici décembre 2007 et les APE entreront en vigueur au 1er janvier 2008.

La question d'empiètement sur l'adhésion a obligé les Etats Membres de la SADC à négocier sous diverses bannières.

Les Etats Membres ayant une double adhésion à la SADC et au Marché Commun pour l'Afrique de l'Est et Australe (COMESA) négocient en tant que groupe régional pour l'Afrique Orientale et Australe (ESA). Ils sont la République Démocratique du Congo, Madagascar, le Malawi, l'Ile Maurice, les Seychelles, la Zambie et le Zimbabwe.

Les pourparlers SADC-UE ont commencé à Windhoek, Namibie en juillet 2004, avec sept pays négociant sous l'égide de la SADC. Ils sont: l'Angola, le Botswana, le Lesotho, le Mozambique, la Namibie, le Swaziland et la République Unie de Tanzanie. L'Afrique du Sud participe uniquement en tant qu'observateur, après avoir conclu son propre protocole commercial avec l'UE à la fin des années 90.

Le groupe ESA a rencontré l'UE à l'Ile Maurice en février et a clôturé la première phase des négociations, tandis que le groupe de la SADC était supposé tenir sa réunion de

l'Equipe Régionale de Travail Préparatoire (RFTP) en fin mars 2006.

Dans les deux groupes, il reste encore beaucoup à convenir avec l'UE. Des problèmes épineux demeurent sur les questions de Barrières Techniques au commerce, de Normes Sanitaires et Phytosanitaires, de Règles d'Origine, d'accès aux réglementations de l'UE, de l'impact des réformes commerciales agricoles de l'UE, et des pêcheries.

Certains pays ACP se sont plaint de manquer d'informations vitales sur l'implication du régime des APE lorsqu'ils entament des négociations. D'importantes études d'évaluation de l'impact restent encore à faire pour certains, et la contrainte est le manque de financement.

La SADC divisée est supposée avoir un effet négatif sur la qualité et les progrès des négociations avec l'UE.

La question de configurations régionales est un point douloureux dans les négociations, particulièrement en ce qui concerne le groupe ESA.

Les membres de la SADC figurant dans le groupe ESA ont spécifié que les négociations ne devront pas procéder comme si ces pays appartiennent uniquement à la COMESA, reflétant ainsi l'existence d'autres obligations régionales.

La SADC divisée et les configurations floues de l'ESA ne sont pas les meilleurs instruments pour la négociation de transactions éventuellement positives pour l'intégration régionale. Le problème a le potentiel de suspendre les pourparlers jusqu'à ce que des mécanismes institutionnels soient en place.

Les relations SADC-COMESA convergeront avec respect vers ces états bénéficiant d'une double adhésion aux deux blocs.

Elijah Munyuki est un Adjoint au programme avec l'Institut d'Informations et Négociations Commerciales de l'Afrique Australe et de l'Est (SEATINI), travaillant principalement sur les négociations APE.

Le Malawi et le Mozambique signe un protocole commercial

LE MALAWI et le Mozambique ont signé un protocole commercial préférentiel, qui a pour but de renforcer les relations commerciales entre les deux pays.

L'accord remplace un pacte commercial de 1959 signé entre le Portugal et la Fédération de la Rhodésie et le Nyasaland d'alors.

Il facilitera le commerce du sucre, du tabac manufacturé et non traité, de l'huile comestible, de la volaille et des produits pétroliers.

Le début de la mise en oeuvre de cet protocole est prévu pour juillet.

Le protocole commercial entre le Malawi et le Mozambique survient à une période où la SADC progresse vers un objectif de Zone de libre Echange en 2008.

Plusieurs pays de la région ont signé ou sont en cours de négocier

des accords bilatéraux. Par exemple, comme intégré dans un pacte commercial, le Mozambique et l'Afrique du Sud ont convenus en 2005 de renoncer aux obligations de visa.

La libre circulation des personnes, jointe à l'élimination de barrières au commerce entre les pays de la région, est essentielle à l'accomplissement de l'intégration économique et de liens plus étroits parmi les états membres.

L'accord d'accès préférentiel entre le Mozambique et l'Afrique du Sud est un arrangement préférentiel de grande envergure réglementant les affaires du travail dans les mines, les chemins de fer et dans les ports ainsi que le commerce.



Accord préférentiel pour renforcer le commerce bilatéral du sucre et autres produits

La coopération routière dirige le transport aérien régional

LA COOPERATION régionale dans le transport aérien a été la pierre angulaire de l'industrie aérienne de l'Afrique Australe, avec des activités dépendantes de l'aéroport international de Johannesburg.

L'aéroport de Johannesburg fonctionne en qualité de "standard" du trafic aérien régional par lequel les vols en provenance et vers d'autres destinations de la région sont dirigés.

Environ quatre sur cinq vols commerciaux trans-frontaliers passent par l'Aéroport International de Johannesburg, à partir duquel les passagers sont réacheminés vers leurs destination au sein de la région ou ailleurs.

Cet arrangement n'est, cependant, pas sans ses propres désavantages, particulièrement en terme de tarifs aériens et autres dépenses pour les transactions.

Il n'existe pas de vols directs entre la plupart des pays, ce qui



Air Maurice est l'une des compagnies aériennes régionales qui passe par l'Aéroport International de Johannesburg

signifie que les voyageurs doivent utiliser le trajet détourné de passer par Johannesburg. Ceci fait que les voyages aériens transfrontaliers sont onéreux, surtout lorsque les pays sont

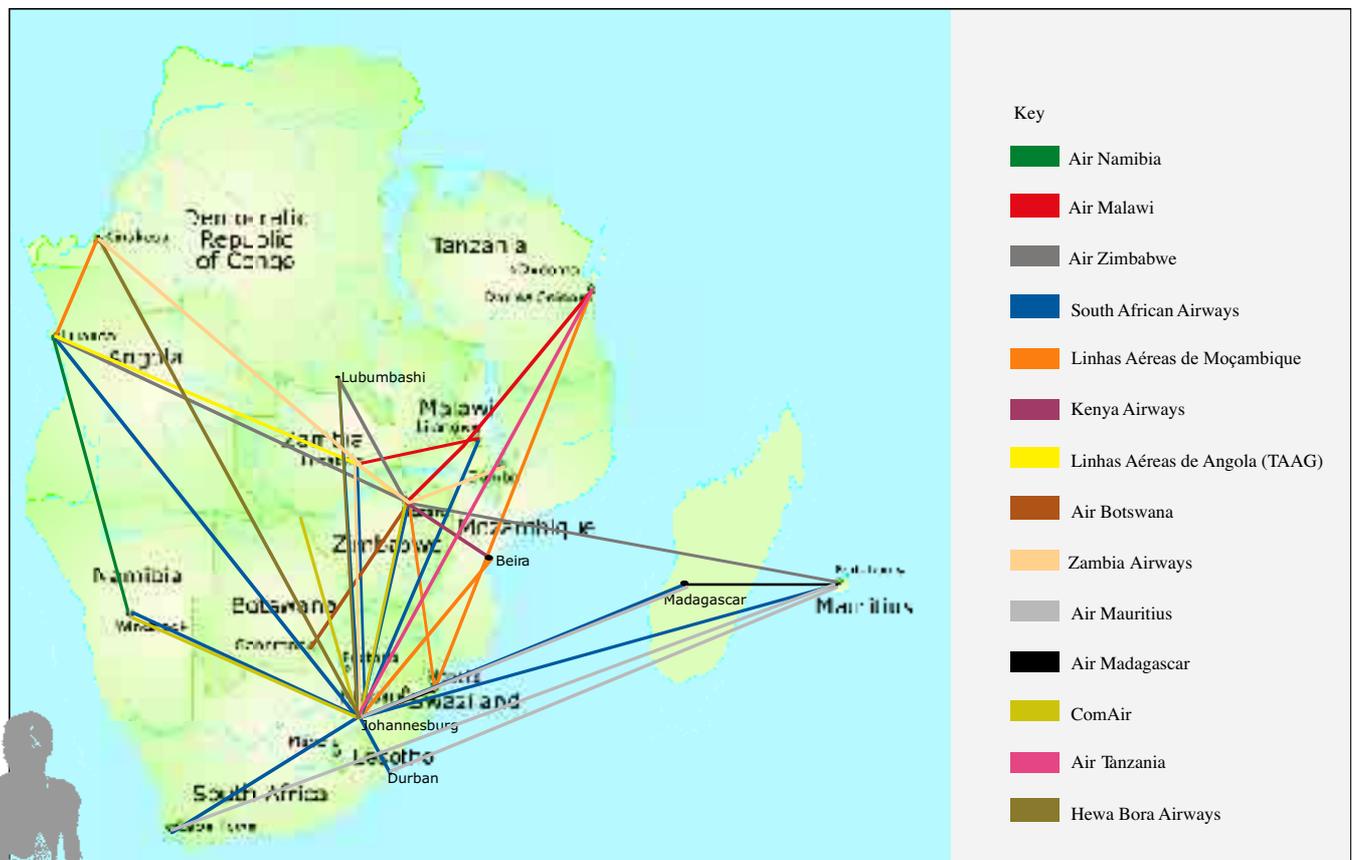
voisins et sont un peu plus éloignés de l'Afrique du Sud.

Il y a également des coûts associés à la perte de temps à attendre les connections à partir de Johannesburg.

La Sécurité est d'une importance suprême dans le domaine de l'aviation civile et un projet pour développer la capacité au niveau régional pour les négligences est en cours de développement.

En janvier, le Secrétaire Général de la SADC, Tomas Augusto Salomão, a déclaré lors d'une réunion des experts de l'aviation en Afrique, qu'il est nécessaire de garantir qu'il y ait des vols plus directs entre les pays d'une même région.

"L'Europe a vaincu ce phénomène indésirable grâce à des vols réguliers inter-états de ville en ville et il est désormais possible de voyager à partir de n'importe quelle ville importante d'Europe directement vers une autre. L'Afrique a besoin de parvenir à une telle dispensation et même d'adopter une révision radicale de ses libertés aériennes," ajoute-t-il.



Demande en hausse, investissement médiocre pour soutenir les pénuries d'énergie en Afrique du Sud

LE CAP OUEST de l'Afrique du Sud subit une crise de l'énergie qui a également affecté la Namibie et Eskom s'est embarqué dans un programme pour remettre la station nucléaire endommagée de Koeberg à l'état de plein rendement.

La demande croissante en électricité causée par une forte croissance économique, manque d'investissement dans la capacité de nouvelle production et les dégâts de la station nucléaire de Koeberg près de la ville du Cap ont causé des pannes de courant au Cap Ouest et en Namibie. Koeberg est une source importante d'électricité pour la Namibie, qui importe environ la moitié de son énergie de l'Afrique du Sud.

Les zones sud-ouest de l'Afrique du Sud ont été affectées par des coupures de courant depuis décembre 2005 lorsque l'un des générateurs de Koeberg fut endommagé par un bouclon désséré.

Eskom, compagnie publique d'énergie de l'Agrique du Sud, a annoncé des projets pour réparer l'usine d'énergie nucléaire, capable de produire environ 1 800 megawatts (MW) d'électricité. Le Cap Ouest requiert environ 5 000 MW d'électricité pour faire fonctionner ses industries et ses foyers.

Le chef exécutif d'Eskom, Thulani Gcabashe, informe que le service publique a acquis un groupe électrogène de 200 tonnes nécessaires pour réparer l'usine.

Un retard est anticipé dans la tentative de remettre la station nucléaire à l'état de plein rendement en raison du ravitaillement en carburant et de l'entretien qui devra être mené sur les lieux de l'usine. La finalisation de l'entretien est prévue pour fin juillet.

Les plans à court terme pour améliorer l'approvisionnement vers le Cap Ouest incluent d'assurer les cogénérateurs n'appartenant pas à Eskom pour 80 MW supplémentaire à un coût de US\$18,8 million, et de procurer un certain nombre d'usines mobiles de production pour 100 MW de plus pendant la période d'hivernage.

En Afrique du Sud, la plupart des centrales électriques fonctionnent au charbon, ce qui rend le Cap Ouest



La station nucléaire de Koeberg près de la Ville du Cap (gauche) et les réserves de carburant à l'intérieur de la station nucléaire (droite)



vulnérable en raison de l'absence de ressource en charbon et de son éloignement de Mpumalanga, se trouvent la majorité des stations.

La province est vulnérable parce que la ligne transmission la connectant au réseau national ne peut supporter que 3 500 MW, laissant un manque de 1 500 MW.

Le coût pour l'économie nationale est estimé à plus de US\$ 81 million,

selon la Chambre de Commerce Sud Africaine.

L'économie sud africaine a augmenté d'une moyenne de cinq pour cent par an et, selon Eskom, la demande en énergie électrique s'est accrue de 1 200 MW par an.

Ceci se traduit par la nécessité de construire tous les 18 mois, une centrale nucléaire similaire à Koeberg.

La Namibie contemple la possibilité de rationnement de l'eau et de l'électricité

LA NAMIBIE prend des mesures de précaution pour économiser l'eau et l'électricité suite aux pannes d'électricité subies par l'Afrique du Sud.

Le service des eaux du pays, NamWater, a prévenu que les coupures de courant pourraient affecter l'approvisionnement en eau dans le pays.

Le PDG de NamWater, Vaino Shivute, a informé que

les coupures d'électricité affectaient la capacité de sa compagnie de pomper de l'eau pour ses clients.

NamWater et NamPower, services publics du pays, ont rencontré des hommes d'affaires éminents pour les informer du problème d'énergie électrique et les préparer aux effets que cela pourrait avoir sur leur opérations.

L'une des options considérées est l'introduction des mesures de délestage de courant bien que le directeur général de NamPower, Leake Hamgala, explique qu'une telle action ne serait prise qu'en dernier recours.

Le service publique en électricité a également demandé aux compagnies minières d'utiliser moins d'énergie pour éviter les pannes.

Hangala déclare que NamPower a prévu d'investir N\$ 8 milliard répartis sur les quatre prochaines années pour renforcer la capacité de la Namibie afin d'importer de l'énergie de pays autres que l'Afrique du Sud.

La Namibie travaille également sur des projets à long-terme, tels que les centrales à gaz de Kudu et hydroélectrique de Baynes pour augmenter sa capacité de production électrique.

La capacité de production actuelle est de 384 megawatts seulement, lorsque toutes ces stations fonctionnent à plein régime, comparé à la demande maximale de 500 megawatts.



Les pylônes électriques facilitent le commerce régional en énergie

L'organe régional vise à alléger les problèmes d'électricité de la Tanzanie

LE POOL d'énergie de l'Afrique Australe (SAPP) recherche des fonds pour aider la République Unie de Tanzanie à réduire l'impact d'une crise d'énergie qui a vu le pays subir un programme prolongé de délestage de courant.

Dans l'esprit de coopération régionale, le SAPP souhaiterait que la République Unie de Tanzanie puise dans le réseau d'énergie zambien.

Invocavit Swai, directeur pour la planification au Ministère de la

Tanzanie pour l'Energie et les Minéraux, déclare que la SADC s'est adressé au Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) afin de financer le projet.

Le projet inter-connecteur Tanzanie-Zambie incluerait la République Unie de Tanzanie dans le réseau régional.

Une étude de faisabilité sur le projet a déjà été complétée et les

travaux de construction commenceront dès la disponibilité des fonds.

Swai déclare que le nouveau Protocole d'Accord Inter-gouvernemental, signé lors du Conseil des Ministres de la SADC en février, permettra à de nouveaux services publics privés tels que Independent Power Tanzania Limited de relancer l'approvisionnement régional en électricité.

Le Protocole d'accord inter-gouvernemental de SAPP vise à attirer les états membres qui ne sont pas encore connectés au réseau régional d'énergie et d'encourager la participation d'intéressés privés dans la production d'électricité.

En raison d'une pluviométrie médiocre, la production d'énergie de la République Unie de Tanzanie est à son niveau le plus bas. (*East African*)

La parité des sexes dans l'électrification rurale

par Patience Zirima

L'INTEGRATION DE la parité des sexes est l'une des stratégies clés pour garantir des bénéfices équitables pour les femmes et les hommes dans les projets d'infrastructure en cours d'exécution en Afrique Australe.

Il existe une reconnaissance au sein de la région que pour être positif, le développement de l'infrastructure doit aborder la question de la disparité des sexes dans la disponibilité, la gestion et l'usage des installations.

Ceci est pertinemment reproduit dans le Plan Stratégique Indicatif de Développement Régional de la SADC, un plan directeur sur une période de 15 ans pour la région, qui recommande un système d'infrastructure efficace et peu coûteux qui libérerait le potentiel des communautés.

L'électrification rurale fût l'une des stratégies employées pour garantir que les femmes bénéficient du développement de l'infrastructure dans la région.

Le but est d'obtenir qu'au moins 70 pour cent des communautés rurales au sein de l'Afrique Australe aient accès à l'électricité. Les états membres ont entrepris de mettre en place des programmes d'électrification rurale entre 2004 et 2018, durant lesquels ils devraient satisfaire ou dépasser l'objectif régional convenu.

En 2003, la Zambie a entériné une Loi par l'Autorité pour l'Électrification Rurale. Environ 17 pour cent de la population de la Zambie



Le développement de l'infrastructure doit incorporer l'intégration de la parité des sexes

a actuellement accès à l'électricité et son Programme d'Électrification Rurale vise à augmenter cette statistique à plus de 50 pour cent.

La Namibie prévoit d'accroître le niveau d'électrification à 250 000 foyers d'ici 2010 tandis que le Zimbabwe a des projets intensifs pour fournir de l'électricité dans les foyers ruraux et les petites et moyennes industries rurales en utilisant des fonds prélevés d'une taxe sur les tarifs d'électricité.

Pour habilitier les communautés rurales, les Autorités d'Approvisionnement en Électricité du Zimbabwe procurent des équipements pour les projets générant des revenus, qu'elles prêtent à des femmes et autres groupes.

La République Unie de Tanzanie est en pleine finalisation des préparations pour l'instauration d'un Fond pour l'Énergie Rurale (REF) qui sera utilisé pour financer les projets pour l'électricité rurale.

Le REF sera utilisé pour réduire le coût d'investissement dans les projets sur l'énergie moderne rurale et les investisseurs obtiendront des subsides ou des subventions qui leur permettront de co-financer l'électrification rurale.

La rationale est de réduire les risques des investisseurs et d'améliorer les remboursements en énergie moderne rurale dans la République Unie de la Tanzanie.

D'autres États Membres de la SADC ont des programmes similaires pour

électrifier leurs zones rurales, que ce soit par l'énergie solaire ou en connectant les foyers aux réseaux nationaux d'énergie électrique.

La plupart des communautés rurales utilisent des sources traditionnelles de combustibles telles que le feu de bois pour les besoins d'énergies des foyers. Il est, cependant impossible de continuer ainsi, puisque cela contribue à la déforestation, à l'érosion du sol et à la dégradation de la terre.

Une déforestation accrue et le manque de sources accessibles de combustibles obligent la majorité des femmes à parcourir de long trajet pour ramasser du feu de bois.

Les conséquences sont que les femmes passent beaucoup de temps sur les activités de survie, qui ont une faible valeur productive dans le domaine des économies de subsistances.

L'accès à l'électricité a des bénéfices à long terme relatifs à la santé, la réduction de la pauvreté, l'allègement du fardeau des tâches pour les femmes rurales.

En plus des efforts d'intégration de la parité des sexes dans le secteur de l'énergie, la SADC souhaite augmenter la participation des petites et moyennes entreprises, des communautés marginalisées, des jeunes et des femmes dans le secteur du tourisme.

Ceci implique des programmes pour encourager l'investissement privé accru dans les projets touristiques des communautés marginalisées.

La RDC vote le 18 juin, une première en quatre décennies

par Juakali Kambale

LA REPUBLIQUE Démocratique du Congo a fixé au 18 juin la date de ses premières élections démocratiques en plus de quatre décennies.

Ceci fait suite à la promulgation en février et mars respectivement d'une Nouvelle Constitution et d'une nouvelle loi électorale.

Le 9 mars, Apollinaire Malu Malu, président de la Commission Electorale Indépendante du pays, a annoncé que les élections présidentielles et parlementaires auraient lieu le 18 juin et non le 29 avril tel que prévu auparavant. L'ajournement était dû aux retards dans l'entérinement de la loi électorale.

À l'origine, la fin des inscriptions des candidats étaient fixée au 23 mars mais a été repoussée de 10 jours supplémentaires jusqu'au 2 avril, avec le Ministère de l'Intérieur du pays annonçant que quelques 270 partis se sont inscrits pour disputer les élections proche de la clôture de la date butoire initiale.

Les candidats aspirant à la présidence étaient requis de payer un tarif non remboursable de candidature d'un montant de US\$50 000 alors que les candidats aux parlementaires devaient payer US\$250 pour remplir les documents de candidature.

Ceux-ci font parties des nouvelles mesures contenues dans la loi électorale et visant à décourager les opportunistes de disputer les élections.

"Ceci est pour empêcher que certains aventuriers se présentent," explique Olivier Kamitau, président de l'Assemblée Nationale Congolaise, après la promulgation le 19 février de la nouvelle Constitution du pays.

Au moins 27 candidats, y compris trois femmes, ont fait connaître leur intention de concourir pour la présidence de l'ancien Zaïre.

Ils se composent du président Joseph Kabila qui représentera le Parti du Peuple pour la Reconstruction et la Démocratie (PPRD); Azarias Ruberwa se présentant sur la liste d'un Rallye

pour la Démocratie Congolaise (RDC); et Pierre Pay Pay wa Syakassighe de la Convention de la Démocratie Congolaise (CODECO).

D'autres incluent Jean-Pierre Bemba du Mouvement pour la Libération du Congo (MLC) et Etienne Tshisekedi de l'Union pour la Démocratie et le Progrès Social.

Les trois candidates sont Justine Kasavubu du Mouvement pour la Démocratie, Wivine Nlandu du Badundu-Bas Congo – Kinshasa Holding (BBK – Holding) et Catherine Nzuzi wa Mbombo, chef du Mouvement pour la Révolution Populaire.

Kasavubu est la fille du premier président d'après l'indépendance,

Joseph Kasavubu et a servi en qualité de ministre de l'administration civile et également en qualité d'Ambassadeur en Belgique sous l'administration de feu Laurent Kabila, père du président titulaire.

Ce seront les premières élections démocratiques en RDC depuis son indépendance de la Belgique en 1960.

Les tentatives précédentes de tenir des élections ont échoué en raison de conflits armés souvent provoqués par des désaccords sur la Constitution et la méthode de gestion du vaste pays de l'Afrique Centrale.

Les conditions pour la tenue d'élections démocratiques se sont éclaircies après la signature d'un contrat de paix global en 2003 qui a introduit un gouvernement transitionnel mené par le Président Joseph Kabila.

Le gouvernement transitionnel avait jusqu'au 30 juin 2005 pour organiser des élections, une date repoussée plus tard au 30 juin de cette année.



Electeurs de la RDC attendant de voter lors du referendum en décembre 2005

Centre d'attention sur les artères routières et les télécommunications, signe de paix en RDC

par Juakali Kambale

LA PREMIÈRE phase du processus de paix en République Démocratique du Congo (RDC) se termine en juin 2006 avec l'installation d'une direction élue.

Depuis la signature de l'accord de paix en Afrique du Sud le 17 décembre 2002, les anciens belligérants ont tenté de travailler tel qu'un gouvernement fonctionnel devrait le faire.

Tandis qu'ils mettent en place le système électoral – leur mandat principal sous l'accord de paix – ils essaient également de réparer ce qui avait été détruit pendant la guerre civile. Le gouvernement transitionnel a identifié deux zones prioritaires de construction : l'infrastructure routière et les télécommunications.

L'objectif principal est de réunifier le pays, selon le Ministre de la Planification, Alexis Thambwe Mwamba. La RDC est un vaste pays, mesurant plus de 2,3 millions de km².

Les années de guerre ont détruit la majorité des infrastructures en RDC, surtout le réseau routier. Il est actuellement impossible de joindre deux villes importantes par la route. La conséquence étant que bien que la population soit affamée dans les centres urbains, il y a une abondance de récoltes dans les zones rurales qui ne peuvent être transportées en raison des routes détruites.

Dans la province du Kivu Nord dans l'est de la RDC, la population est forcée de quitter leurs foyers avec des denrées périssables et de parcourir de long trajet pour vendre leurs produits. D'où un gaspillage d'une grande partie de ces produits.

En coopération avec la Banque Mondiale et d'autres institutions financières internationales, le gouvernement de la RDC s'est embarqué dans un programme de réhabilitation des artères routières.

Jusqu'à maintenant, la route reliant Kinshasa à Matadi, point d'entrée du fleuve Congo, a été réhabilitée.

Des travaux sont en cours sur d'autres routes principales telles que celle connectant la zone agricole de la province du Kivu nord à Kisangani dans la province de l'est. Kisangani est un important port fluvial à partir duquel les produits sont facilement acheminés vers Kinshasa au moyen du fleuve Congo.

La réunification du pays dépend également d'une infrastructure efficace des télécommunications. La RDC possédait l'un des premiers réseaux de téléphonie mobile en Afrique, Telecel, qui commença à opérer dans le pays au début des années 90.

Deux nouvelles compagnies privées – Celtel et Vodacom – furent installées durant le mandat présidentiel de Laurent Kabila entre 1998 et 2001.

Selon Vodacom et Celtel, plus de 50 pour cent de la population de Kinshasa utilisent des téléphones mobiles. Des installations internet sont également disponibles dans les villes principales.

Le Mozambique se prépare pour la gestion de désastres naturels

par Bayano Valy

IL Y a six ans, la violence des eaux a emporté une portion de 10 mètres de route, isolant la capitale mozambicaine, Maputo de la ville industrielle satellite de Matola, à environ 10 km du nord-ouest.

Ironiquement, la nature s'est acharnée sur les deux villes en coupant une route alternative quelque part d'autre, causant des retards pour les milliers de banlieusards qui voyagent quotidiennement entre les deux villes. Pendant près de deux semaines, la circulation par la route fût interrompue, d'où des pertes importantes dans les affaires des deux villes.

Maputo fût également isolée de l'Afrique du Sud et du Swaziland voisin.

De plus, les zones basses du Xai-Xai, à 200 km au nord de Maputo, sont restées sous l'eau de la rivière du Limpopo pendant plus de deux mois après que les digues de protection furent détruites.

C'était l'année 2000, et ceci n'est qu'un microcosme de ce qui s'est passé dans tout le pays durant les inondations de l'an 2000. Lorsque les eaux se sont finalement retirées et que commença l'inventaire, il y avait plus de 700 morts, un quart de la population avait été sérieusement affectée.

Quelques 140 000 hectares de terres cultivées et de pâturage furent détruits par les eaux, avec près de 200 000 têtes de bétails noyées. L'agriculture a subi des pertes sévères en raison d'une estimation de 90 pour cent de pertes de l'infrastructure d'irrigation, et selon les dires, une économie qui croissait précédemment à un taux à 2 chiffres, bafouille à un taux de quatre pour cent de croissance.

Lors d'une conférence des Nations Unies rassemblant des bailleurs de fonds à Rome, le gouvernement mozambicain a demandé US\$450 million pour des activités de reconstructions post-inondation - la totalité de la somme ne fut pas déboursée.

Six ans plus tard, un développement important d'infrastructures es en cours. Dans la vallée du Limpopo, les digues ont été consolidées. Cependant, il reste encore beaucoup à faire avant que le Mozambique ne puisse efficacement réagir aux désastres naturels.

La climatologie démontre que les désastres sont liés à un cycle, composé d'inondations et de sécheresses.

Les scientifiques sont bien conscients que l'une des méthodes pour anticiper ce cycle

insidieux est de construire des infrastructures telles que des barrages. La rationnelle étant que pendant la saison des pluies les barrages pourraient contenir le volume le plus important des eaux s'écoulant dans la mer, ce qui éviterait l'inondation ; puis ces mêmes eaux serait utilisée pour des objectifs d'irrigation pendant la saison sèche.

Le gouvernement mozambicain a proposé un projet d'hydro-énergie, le barrage de Mphanda Nkuwa, à 70 kms en aval du barrage de Cahora Bassa.

Le barrage de Mphanda Nkuwa est supposé être l'un des projets régionaux sur l'énergie le plus compétitif en Afrique Australe, et un projet prioritaire pour le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD).

Avec la région se préparant à faire face à un déficit de l'énergie d'ici l'année prochaine, le barrage de Mphanda Nkuwa serait d'un grand secours pour éviter la crise d'énergie imminente. Le projet d'hydro-énergie est supposé générer 1300 megawatts (MW) à un coût total d'environ UD\$2 milliards.

Le gouvernement mozambicain se trouve dans la phase de promotion du projet pour attirer des investisseurs potentiels internationaux.

Le projet fut également sélectionné sur la base de son faible coût d'unité de production et sa fonction additionnelle pour fournir une ré-réglementation pour Hydro Cahora Bassa. Le développement de Mphanda Nkuwa est supposé permettre à Hydro Cahora Bassa d'augmenter la valeur de l'énergie qu'il produit en générant plus pendant les heures de pointe et moins pendant les périodes à faibles tarifs. Ceci n'est pour l'instant pas possible en raison des conditions préalables pour maintenir une variation du niveau fluvial à un certain niveau.

Mais Mphanda Nkuwa est justement un projet de ce type. Vu sa situation géographique, le Mozambique est situé en aval de la plupart des rivières régionales et est plus sujet aux inondations en raison de sa faible capacité à contenir les eaux.

Ainsi, les investissements dans la construction de barrage peut anticiper le cycle de désastre et encourager le développement non seulement en hydro-énergie, mais également dans le secteur de l'agriculture. Il est critique que la violence des eaux soit domptée de façon à revigorer et soutenir le développement économique régional.



Le puissant séisme qui a touché le Mozambique le 23 février 2006 mesurait 7,5 sur l'échelle de Richter. L'épicentre était Espugabera, district de Mossurize dans la province du Manica au Mozambique, mais les secousses ont été ressenties à travers le centre et le sud du Mozambique, et jusqu'au Botswana, Afrique du Sud, Swaziland, Zambie et Zimbabwe. Les tremblements de terre sont fréquent dans la vallée du Grand Rift en Afrique, qui s'étend de l'Eritrée à la rivière Save, au centre du Mozambique, mais ce fût le premier à survenir à sa pointe sud. Les secousses dans la vallée sont normalement ressenties jusqu'à 1000 kms de l'épicentre en raison de roches uniques à la région. La roche en grande partie homogène au dessus de la jonction du plateau sud africain et du plateau somalien offre peu d'obstacles pour la répercussion des vagues séismiques.

La région prévoit un déficit d'un million de tonne de grains

L'AFRIQUE AUSTRALE prévoit un déficit de grains d'environ 1,07 million de tonnes pendant la saison agricole 2005/06 et les pays qui ont des insuffisances devront compter sur le commerce intra-régional pour compléter leur besoins de consommation de cette année.

Les statistiques préliminaires, révélées lors du Conseil SADC des Ministres en février, montrent un approvisionnement général en grain pour l'année commerciale 2005/06 de 30,94 millions de tonnes, composé d'environ 26 millions de tonnes de récoltes brutes et 4,68 millions de tonnes de stocks reportés.

Ceci est insuffisant pour satisfaire aux besoins régionaux de 32,01 millions de tonnes de grains et l'insuffisance est presque l'équivalent du déficit de 2004/2005 se montant à 1,11 million de tonnes.

Selon le Système d'Avert Précoce de la Sécurité Alimentaire de la SADC, tous les pays de la SADC, excepté l'Afrique du Sud, sont évalués avec un



Récolte du blé dans la région de la SADC

déficit général de grains, allant de 100 000 tonnes en Zambie à 1,62 million de tonnes au Zimbabwe.

La région prévoit cependant un surplus de maïs d'environ 2,28 millions de tonnes en 2005/06, provenant d'une augmentation importante dans la production de maïs et d'énormes stocks reportés

en Afrique du Sud. On s'attend à des manques dans toutes les autres récoltes, y compris le blé (2,18 millions de tonnes), le riz (1,05 million de tonnes) et le sorghum/millet (121 000 tonnes).

L'Afrique du Sud a un surplus de maïs évalué à 5,46 millions de tonnes. Si les prix et autres facteurs le permettent,

le surplus de maïs en Afrique du Sud est plus qu'assez pour couvrir les besoins d'importation des autres Etats Membres.

Les états membres de la SADC avaient devisé des plans pour importer 5,56 millions de tonnes de grains d'ici la mi-janvier 2006, y compris les importations intra-régionales de maïs surtout en provenance de l'Afrique du Sud.

Le Secrétaire Général de la SADC, Tomaz Augusto Salomão, déclare au journaliste avant le Conseil des Ministres de février qu'environ 10 millions de personnes auront besoin d'assistance humanitaire dans la région.

"Les rapports actuels indiquent que le nombre de personnes nécessitant une assistance humanitaire a augmenté de 9,1 millions de personnes à 10 millions depuis les évaluations de vulnérabilité dans six pays: le Lesotho, le Malawi, le Mozambique, le Swaziland, la Zambie et le Zimbabwe," précise Salomão.

Une assurance contre la sécheresse pour les fermiers du Malawi

LES PETITS exploitants agricoles au Malawi sont supposés bénéficier d'un nouveau programme pilote qui leur donne accès à des prêts agricoles et couverture contre les risques en cas de sécheresse.

Le programme, lancé à la fin de l'année dernière, cherche à renforcer la capacité des agriculteurs à se remettre des effets de sécheresses.

L'Association Nationale des Petits Agriculteurs du Malawi et l'Association des Assurances du Malawi ont conçu un plan, avec le soutien de la Banque Mondiale et le Réseau National d'Opportunité.

L'assurance aidera les agriculteurs à obtenir les fonds nécessaires pour acheter des semences certifiées, d'une plus grande résistance aux maladies, pouvant produire des récoltes et des revenus accrus.

Le Projet Pilote d'Assurance contre la Sécheresse donnera aux petits exploitants agricoles l'opportunité d'obtenir des prêts auprès des banques et d'avoir leur capital garanti en cas de sécheresse.

S'il survient une sécheresse qui nécessite un déboursement à partir du contrat d'assurance, les fonds seront versés directement à la Banque Mondiale afin de payer les prêts des agriculteurs.

Près de 900 agriculteurs dans quatre régions participeront dans la phase pilote du programme, qui couvre l'exploitation d'arachide. Si

c'est un succès, le projet pourrait être développé pour inclure d'autres cultures, telles que le maïs, et pourrait être introduit dans d'autres parties du Malawi et de l'Afrique.

"Ce projet est mis en place pour la première fois au Malawi et il existe probablement de nombreux obstacles. L'une des difficultés

majeures est que la pluviométrie n'est pas équitable au Malawi. Il arrivera donc toujours que certains agriculteurs ne récolteront pas assez pour garantir le repayment des prêts tel que convenu," explique Duncan Warren, directeur de la production de récolte pour L'Association Nationale des Petits Agriculteurs.

L'Afrique Australe prépare un plan contre la grippe aviaire

LES ETATS MEMBRES de la SADC coopèrent afin de trouver des moyens pour réduire l'impact du virus de la grippe aviaire dans la région et les autorités médicales ont pris des mesures pour éviter la propagation de la maladie.

Ces mesures comprennent le banissement sur les importations de volailles dans certains pays et la mobilisation des ressources pour faciliter le diagnostic et la surveillance de la maladie.

Stephen Sianga, Directeur du Développement Social et Humain et des Programmes Spéciaux au Secrétariat de la SADC, déclare que la région est prête à faire face à la menace potentielle que présente la grippe aviaire.

"Nos autorités pour la santé et l'agriculture ont, à tous les niveaux, coordonné leurs efforts pour l'évaluation des risques, la prévention et la préparation contre les épidémies y compris la surveillance, la création de la sensibilisation publique sur la grippe de façon à éviter toute anxiété, ainsi que de partager les informations, l'expertise et les équipements," explique Sianga.

Les ministres responsables de l'agriculture, la santé, la faune et le bétail dans les Etats Membres de la SADC se sont réunis en avril en Afrique du Sud pour étudier le Plan SADC de Préparation contre l'Epidémie de la Grippe Aviaire.

La grippe aviaire, également connue sous le terme de fièvre des oiseaux, est une affection qui en temps normal attaque les oiseaux et est selon les dires causée par le virus de type H5N1. Le virus est un dérivé A de l'Influenza qui se trouve surtout chez les oiseaux et est fortement contagieux parmi l'espèce.

La grippe aviaire ne se propage pas facilement parmi les humains, mais l'on craint que le virus ne subisse une mutation à partir d'une souche plus mortelle transmissible parmi les humains.

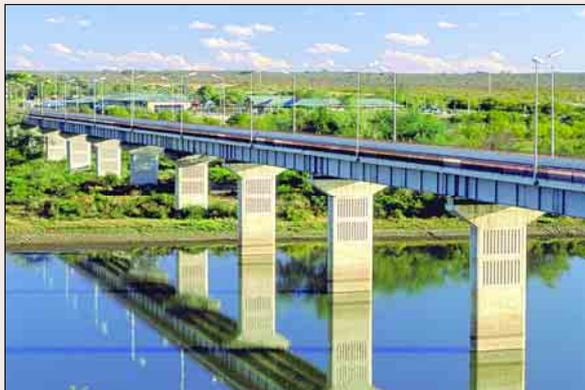
Les espèces d'oiseaux sauvages migrateurs sont soupçonnés faciliter la propagation longue distance de la maladie de l'Asie vers l'Europe.



Cabeça do velho, "tête du vieil homme", une caractéristique prominente près de Chimoio dans le corridor de Beira



Barrage de Cahora Bassa dans le corridor du Zambèze est une source importante d'énergie hydroélectrique pour la région



Une infrastructure de pont telle que celle-ci au dessus de la rivière du Limpopo facilite le mouvement des populations à travers la région



L'Initiative de Développement Spatial de Lubombo est le foyer de diverses ressources en faune

Les corridors mènent les développ

LES CORRIDORS sont le point focus pour les initiatives de développement régionales. Initialement basé sur le transport routier, les corridors sont critiques pour parvenir aux objectifs économiques et politiques de la région. Ceci est particulièrement vrai étant donné que près de la moitié des Etats Membres de la SADC sont enclavés et requièrent des liens efficaces de transport régional pour avoir accès à la mer.

Durant ces dix dernières années, les corridors sont devenus des microcosmes de l'intégration régionale en tant que manifestations des initiatives ciblées pour le développement régional au sein de la structure d'Initiatives de Développement Spatial (IDS).

Dans ce numéro, nous présentons un profil de certains de ces corridors

Les corridors de développement de Beira et du Zambèze

Les initiatives de corridor de développement de Beira et du Zambèze visent à développer une région économique reliant le Malawi, le Mozambique, la Zambie et le Zimbabwe, ancrée au port de Beira.

Les objectifs clés sont de rétablir et d'améliorer les liens infrastructureux à l'intérieur des terres.

Les projets de développement d'infrastructure incluent la modernisation du port de Beira, de l'approvisionnement en électricité, des gasoducs et des pipelines de carburants; la proposition d'une artère routière à péage Harare - Beira, la modernisation de la ligne de chemin de fer Harare-Beira et la modernisation des aéroports.

Des projets déjà en cours, incluent la ligne de chemin de fer de Sena commandée en 2004. Le développement des fleuves Shire et Zambèze en voies d'eaux navigables est un projet stratégique visant à accroître les options de transport afin d'accéder à la mer pour le Malawi enclavé.

La mise en oeuvre d'un certain nombre de projets basés sur les ressources naturelles incluent la réouverture de la mine de charbon de Moatize et le développement agricole dans la zone de Dondo et Chimoio, ainsi que le tourisme dans les Plateaux de l'Est du Zimbabwe et la Vallée du Zambèze.

Corridor de développement du Limpopo

Cette initiative du Mozambique, de l'Afrique du Sud et du Zimbabwe (et par la suite du Botswana et de la Zambie) est spatialement concentré sur le bassin de la rivière du Limpopo. Les zones prioritaires de développement et investissement primaire sont l'agriculture, l'exploitation minière et le traitement de minéraux, le tourisme et les secteurs relatifs d'infrastructure.

Les projets d'exploitation minière et de traitement de minéraux portent sur les dépôts de sables minéraux à l'embouchure de la rivière du Limpopo. La réhabilitation et l'expansion de développement agricole irrigué dans la zone de Combomune-Chokwe est en cours.

Un programme a été mis en oeuvre afin de réhabiliter l'infrastructure d'irrigation et les travaux sont en cours pour rétablir la culture du sucre et les activités de traitement dans les usines de Maragra Sugar et Xinavane Sugar.

L'initiative vise également à instaurer une zone de développement touristique basé sur la nature de quelques 200 000 kms carré. Ceci inclura les projets piliers du parc transfrontalier du Grand Limpopo.

Initiative de développement spatial de Lubombo

L'IDS de Lubombo couvre la partie est du Swaziland, la partie sud de la province de Maputo au Mozambique et les régions nord-est du KwaZulu Natal en Afrique du Sud. A son épicerie figure le développement de nouvelles artères routières et la modernisation d'autres dans le but d'ouvrir la région à l'agriculture et au tourisme.

La région de Lubombo jouie de six écosystèmes majeurs imbriqués. La région possède une grande diversité de plantes et d'oiseaux, de réserves d'animaux et une vaste ligne côtière intouchée.

Les ressources naturelles comprennent les lacs côtiers tels que le St Lucia Wetland Park, qui est reconnu comme site d'Héritage Mondial, et un éventail de sites archéologiques. La combinaison du climat et des sols dans la zone de Lubombo fournit un excellent environnement pour l'agriculture et l'industrie sucrière et forestière y prospèrent.

Les projets touristiques prévus dans la région sont la Péninsule de Machangulo et la Réserve d'Eléphant de Maputo, et les zones de préservation transfrontières.

ments d'infrastructure de la SADC

Le corridor de développement de Mtwara

Le corridor de développement de Mtwara s'intègre dans les territoires du Malawi, du Mozambique, de la République Unie de la Tanzanie et de la Zambie.

Le corridor s'étend du port de Mtwara à l'est jusqu'à la Baie de Mbamba à l'ouest sur le lac Malawi. Les projets de transports incluent l'expansion et la modernisation du port de Mtwara sur l'océan indien, et les ports de la Baie de Mbamba et Manda situés sur le lac Malawi/ Nyasa/ Niassa. D'autres projets comprennent l'amélioration de l'aéroport de Mtwara, et des infrastructures de route et autoroute.

Le Pont de l'Unité, proposé au travers de la rivière Rovuma, contribuerait substantiellement à améliorer la connectivité du réseau routier au sein de la région. D'autres projets importants sont la Centrale Electrique Thermale de Mchuchuma, le pipeline de pétrole de la Baie de Mtwara-Mbamba et le gazoduc de Songo Songo.

Le corridor de développement de Maputo

Le corridor de développement de Maputo fut le premier des IDS à être mis en oeuvre en 1995. Il relie la province de Gauteng en Afrique du Sud au port de Maputo au Mozambique.

Les développements le long du corridor étaient concentrés sur la réhabilitation et l'amélioration du commerce traditionnel et des connections de transport en tant que base pour un vaste développement économique. L'infrastructure routière ferroviaire et portuaire et les opérations ont été réduites au Mozambique.

La participation du secteur privé joue un rôle important dans le corridor, particulièrement l'investissement dans la construction de route à péage reliant Witbank en Afrique du Sud à Maputo (la route à péage N4), et l'amélioration des opérations ferroviaires et portuaires au Mozambique.

D'autres investissements du secteur privé comprennent la Fonderie d'Aluminium du Mozambique (MOZAL), l'Usine de Fer et d'Acier de Maputo, le parc industriel de Beluluane et divers projets de gaz naturel d'industrie. On estime que les développements du corridor ont créé plus de 15 000 emplois.

L'Initiative de Logistiques du Corridor de Maputo (ILCM) fut lancée en 2004 en tant que partenariat du secteur public-privé pour créer une meilleure sensibilisation et utilisation du corridor. La ILCM a émergé comme l'une des institutions de corridor menée par le secteur privé, la plus vibrante et inclusive de l'Afrique Australe.

Le corridor de Walvis Bay

Le corridor de Walvis Bay dessert les parties centrale et australe de la SADC, via le corridor du trans-Kalahari reliant le Botswana, la Namibie, et l'Afrique du Sud, et via le corridor Trans-Caprivi connectant la Namibie et la Zambie au Zimbabwe et à la RDC. Il relie également l'Angola et la Namibie par le corridor Trans-Cunene.

En raison de sa location et efficacité, le port de Walvis Bay offre des gains substantiels de fiabilité pour les cargos ponctuels. Les Initiatives au sein du corridor ont porté sur les stratégies visant à renforcer l'efficacité des systèmes de transports de corridors le long de ses trois branches.

Les efforts initiaux de développement se concentraient sur le Corridor du Trans-Kalahari. Le Botswana et la Namibie avaient déjà conclu un accord pour renforcer l'usage du corridor.

La branche nord-est, le corridor de Trans-Caprivi, fut terminée en 2004 avec l'ouverture d'un nouveau pont à Katima Mulilo et fournit une route alternative d'import-export pour la zone de cuivre et pour les industries agricoles et de traitement agricole en RDC et en Zambie.

Le Corridor Trans-Cunene a un grand potentiel en tant que route d'approvisionnement pour l'infrastructure et la réhabilitation économique du sud de l'Angola.

Walvis Bay a été classé parmi les trois meilleurs ports en Afrique depuis l'année 2000. En 2003, la Conférence de l'ONU pour le Commerce et Développement (UNCTAD), l'a choisit en tant que corridor modèle du continent africain.

Le corridor de développement de Tazara

Le corridor de Tazara (également appelé corridor de Dar es Salaam) est une artère stratégique reliant l'Afrique Australe à l'Afrique de l'Est et Centrale. Il y passe un trafic croissant dans les deux directions: à partir de l'Afrique du Sud, le Zimbabwe et la Zambie au sud, et à partir du corridor de Nacala au Malawi et au Mozambique. Le trafic consiste largement en cargo de sucre, ciment, carburant et équipements.

Le corridor de Tazara, qui fournit la distance la plus courte par chemin de fer de la Zone de cuivre vers un port appartient à la République Unie de Tanzanie et à la Zambie. Le corridor traverse certaines des terres les plus fertiles du sud de la Tanzanie et du nord de la Zambie, et a un potentiel pour l'agriculture, le tourisme, l'exploitation minière, l'industrie forestière et la pêche.



Le parc national de Kitulo dans le Corridor de Mtwara possède une incroyable diversité botanique



La route à péage N4 relie Maputo et Witbank



Le corridor de Walvis Bay est considéré comme un modèle de corridor en Afrique



Le corridor de Tazara est la distance la plus courte par chemin de fer de la Région du cuivre en Zambie au port de Dar es Salaam



Le lac Malawi/Nyasa/Niassa dans le corridor de développement de Nacala



Vue aérienne du Delta d'Okavango.



Corridor nord-sud vers et à partir de Durban, un lien de transport régional actif



Le voyage aérien est un catalyseur pour le commerce et le tourisme régional.

Le corridor de développement de Nacala

Le corridor de développement de Nacala vise à développer un corridor économique reliant le Malawi enclavé au port de Nacala au Mozambique. Environ 70 pour cent de la population du Malawi vit dans le corridor.

Il est nécessaire de développer et de réhabiliter l'infrastructure de transport pour débloquer le potentiel d'investissement dans le corridor.

Les systèmes de chemin de fer au Malawi et au Mozambique ont déjà été réduits et des travaux de réhabilitation ont commencé sur des sections qui sont dans un état délabré.

Le Corridor de biodiversité et tourisme Swaziland/Afrique du Sud (STBC)

Les parties sud-est de la province de Mpumalanga en Afrique du Sud et ouest du Swaziland sont dotées d'une richesse d'espèces botaniques et animales, de sites anciens géologique et archéologique.

La zone de pierre verte Barberton dans la région a évolué sur une période de 3,5 à 3,2 milliards d'années, faisant d'elle la seconde plus ancienne au monde. Le STBC vise à combiner ces régions en une bande contiguë pour la protection des écosystèmes, des espèces et de la géologie. L'objectif stratégique est la promotion d'un développement socio-économique durable.

Des objectifs spécifiques ont pour but d'utiliser le tourisme et le potentiel de préservation, et d'en accroître les

bénéfices pour les communautés rurales.

IDS de tourisme international d'Okavango – Zambèze supérieur (Ouzit)

L'Ouzit fut initialement conçu et présenté en tant que sanctuaire de la faune à situer dans le contexte des systèmes des marécages d'Okavango et du Zambèze. Le projet est centré sur une zone principale de développement composée de 260 000 kms carré incorporant les réserves d'animaux en Angola, Botswana, Namibie et Zimbabwe.

Les projets de développement d'infrastructure dans l'IDS comprennent la gestion de réseau des parcs enclavés de la région, l'accélération des améliorations du

trafic aérien et de l'infrastructure de transport dans les pays participants, et l'établissement et la gestion d'une plateforme de logistiques liée au système de transport aérien régional. L'IDS Ouzit est connecté au corridor de développement du Namibe au sud de l'Angola.

Le corridor de développement de Lobito

Le corridor de développement de Lobito fournit un débouché stratégique vers la mer en passant par l'Angola pour une grande partie de la RDC et de la Zambie, et est la route la plus courte reliant les régions principales d'exploitation minière à leurs marchés d'exportation. Le corridor dessert plusieurs régions de l'Angola, environ 40 pour cent de la population.

La principale infrastructure de transport est le port, la ligne de chemin de fer Benguela et les routes vers la RDC et la Zambie. Les initiatives critiques sont la réhabilitation et la modernisation en cours du chemin de fer de Benguela et du port de Lobito. L'autre élément clé est la réhabilitation du réseau routier existant qui s'étend sur près de 1800 kilomètres.

Le corridor Nord-sud

C'est un corridor de transport reliant l'Afrique du Sud aux pays de son côté nord et est le lien de transit régional le plus actif en Afrique de l'Est et Australe. Le corridor Nord-Sud (aka corridor de Durban) est le corridor le plus extensif de la région, reliant le plus grand nombre de pays en Afrique de l'Est et Australe.

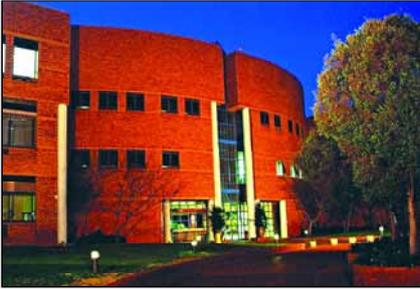
Il connecte huit pays et est interconnecté à d'autres corridors y compris ceux du Trans-Kalahari, Beira, Lobito, Dar es Salaam et Nacala.

Ce corridor est vital car l'Afrique du Sud est le plus important partenaire commercial pour la plupart des pays de la région et le port de Durban gère une portion importante du trafic de transit pour les états enclavés. L'infrastructure clé se compose du port, de routes et de lignes de chemin de fer. Le port de Durban possède la plus large capacité parmi les ports régionaux.

Tandis que le corridor est une route stratégique, le transport ferroviaire gère une quantité importante de transport de marchandises trans-frontalier. L'ouverture du lien ferroviaire Beitbridge – Bulawayo en 1999 contribue de façon considérable à réduire les distances de chemin de fer.

Développer les frontières de livraison pour un développement soutenu

La Banque de Développement de l'Afrique Australe en partenariat avec le NEPAD



La BDAA (DBSA) à Midrand, Afrique du Sud

L'INFRASTRUCTURE raisonnablement développée de l'Afrique Australe et une base diverse de ressource naturelle ont le potentiel de jouer un rôle important en guidant l'Afrique vers un 21^{siècle} plus prospère.

La prise de conscience des erreurs passées, jointe aux nouvelles opportunités, exige qu'un regard nouveau soit jeté sur les rôles que les gouvernements ou les agences de secteur public et le secteur privé devraient jouer en fournissant une infrastructure plus efficace et proactive pour le développement de l'Afrique. La gageure est de déterminer ces domaines dans lesquels les conditions de marché compétitif peuvent fonctionner et ceux qui requiert une intervention publique.

La Banque de Développement de l'Afrique Australe (DBSA), au moyen d'un partenariat et d'une mobilisation de ses ressources, contribue à cette opportunité de direction grâce au financement d'infrastructure économique de soutien. C'est par cette stratégie menée par le développement que la DBSA a l'intention d'agir en tant que catalyseur pour la vision commune d'une région habilitée et intégrée.

La livraison efficace et intégrée de produits et services financiers et non-financiers (ou la connaissance) est au coeur de la méthode de travail de la DBSA.

La capacité de la banque de combiner le soutien financier et le développement de la connaissance est ce qui fait de la DBSA, une banque à part des institutions commerciales de financement. Au moyen de son produit unique et offre de service, la DBSA est capable d'aborder les besoins des clients et clients potentiels d'une manière compréhensive et soutenue.

Dans ce contexte, la DBSA joue le triple rôle de financier, conseiller et partenaire afin de mobiliser les finances et l'expertise destinées aux projets d'infrastructure et de développement.

L'option de réserve de capitaux s'intéresse au développement soutenu

La DBSA vise à devenir une source de "réserve de capitaux" en Afrique Australe qui améliorera l'efficacité financière et opérationnelle des compagnies publiques et privées dans le but d'affermir les économies afin que la région puisse devenir plus profondément intégrée, plus compétitive, mieux développée et plus riche.

"Reserve de capitaux" se réfère aux fonds qui sont directement utilisés pour adresser les besoins de développement de la région de manière soutenue. Ceci implique de structurer les finances de manière à reconnaître les besoins et, dans certains cas, ceci pourrait impliquer un mélange approprié de fonds autre que l'investissement tels que l'assistance technique pour le renforcement de capacité ou le savoir-faire.

Afin de tenir parole sur son mandat de promouvoir le développement économique en Afrique Australe et en Afrique du Sud, la DBSA se concentre sur ces secteurs économiques qui fournissent un environnement propice pour le développement et la participation du secteur privé, et qui contribue le plus à l'intégration régionale.

A cet égard, la DBSA a financé plus de 60 pour cent des services publics fournisseurs d'énergie opérant dans la région et l'engagement au delà de l'aspect financier est illustré par une relation de longue date avec la Corporation d'Approvisionnement en Electricité de la Zambie (ZESCO). Depuis 1998, la Banque a aidé ZESCO à surmonter de nombreuses difficultés, grâce à l'investissement et une assistance technique extensive, avec pour résultat, qu'aujourd'hui ZESCO est un service public commercialisé cherchant à puiser dans les marchés commerciaux.

Les engagements cumulatifs de la DBSA dans la SADC excèdent US\$12 milliards, et comprennent des finances à moyen et long-terme dans un éventail de devises pour les institutions et projets publics et privés.

La capacité distincte d'investir dans les projets de secteur public et privé signifie que la DBSA peut offrir des solutions compréhensives aux besoins de développement de la région.

Les partenariats astucieux approfondissent l'impact du développement

En tant que partenaire, la Banque influence les dépositaires privés, publiques et communautaires dans le processus de développement. En combinant les forces et en partageant les ressources nous sommes capables de consolider la viabilité de nos projets tout en renforçant l'impact de développement du projet.

L'engagement de la Banque dans le Projet de Réhabilitation du Port de Maputo, en tant que premier Port à Partenariat Public-Privé sur la base de Construire Opérer Transférer (BOT) en Afrique Australe apporte un confort important aux bailleurs de fonds privés et institutionnels. Le rôle de la DBSA, en plus de partiellement financer le projet, inclue de faciliter la participation d'autres bailleurs de fonds et de contribuer à structurer la transaction pour en garantir la viabilité.

L'insistance de la Banque pour des processus de planification participatoire inclusifs et transparents contribue souvent et de manière importante au succès des projets qu'elle assiste, et a permis à la DBSA d'édifier un réseau cohésif de dépositaires clés dans la région.

La participation de la Banque dans des projets ambitieux et complexes tels que la Fonderie Mozal, la route à péage N4 entre Witbank et Maputo, le projet Marromeu sur le Sucre et le projet des Eaux des Hauts Plateaux du Lesotho a eu pour résultat le renforcement des relations avec les institutions financières de commerce et développement.

Là où la participation des banques commerciales est limitée en raison de la teneur du prêt ou des risques perçus du projet, la DBSA s'associe à ses Institutions soeurs pour le Financement du Développement (DFI), les Agences bailleurs de fonds, et les Agences de Prêts Multilatéraux (MLA).

Ce sont ces relations reconnues avec les DFI internationales, entre autres, qui ont remporté à la DBSA le mandat de mener, arranger et financer la tranche DFI de ZAR1,47 milliards du Projet Gasoduc Sasol.

"Le Partenariat est un principe fondamental... la DBSA croit que le développement est co-créé avec d'autres."

Développer les marchés financiers locaux pour une expansion économique

En plus de fournir un recours financier limité à longues échéances la DBSA est en position de renforcer le crédit de projets en finançant certains des coûts (apportant ainsi aisance dans le marché) ou en fournissant une garantie à risque partiel sur l'émission d'obligations là où il pourrait y avoir un manque d'intérêt de la part des investisseurs ou bien que le prix ne reflète pas adéquatement le risque.

L'objectif est le développement de marchés financiers locaux, considérés comme une condition préalable pour débloquer le capital local afin de parvenir à une expansion économique soutenue. Ceci réduira également la couverture de l'entreprise au risque du change, une barrière pour négocier des transactions dans la région.

La DBSA a été impliquée dans l'émission de bons dans la SADC, tels que le bon de société privée d'un montant de US\$7 millions de la Compagnie Lunsemfwa d'Hydro-énergie, émis au début de l'année 2004 en Zambie.

Egalement en 2004, conjointement à la Corporation Internationale de Finance (IFC), la

DBSA a structuré et fournit à la ville de Johannesburg 40 pour cent de garantie partielle pour un bon de 12 ans d'une valeur de R1 milliard. Le Bon - Société Privée avait un degré de solvabilité plus élevé que le Bon Municipal, permettant à Johannesburg d'émettre à une maturité plus longue avec un échelonnement substantiellement plus faible.

Etant donné le besoin de développement de marchés financiers, la DBSA s'est réorientée pour inclure un service de conseil et arrangement financier pour les clients souhaitant mobiliser des fonds et élargir leur base de capital. L'importance de l'entreprise locale pour la création d'emploi et l'expansion de la base de taxe est souvent boycottée par le manque de capitaux appropriés pour soutenir les investissements à long terme.

La DBSA tente de jouer un rôle important dans l'élimination de cette contrainte pour entreprendre le développement dans la SADC en offrant des lignes de crédit à long terme aux intermédiaires financiers crédibles ayant la capacité et le mandat spécifique de soutenir ce secteur de l'économie.

La DBSA a prorogé plusieurs autorisations de crédit à des intermédiaires en Angola, Ile Maurice,

République Unie de Tanzanie, et Zambie. En plus de l'impact que le financement à long terme offre aux économies locales, la DBSA garantie que ses activités soient complétées par le transfert d'expertise et le renforcement de capacité de ses partenaires.

Avec le NEPAD partisan de l'intégration régionale

La DBSA est reconnue pour sa capacité à fournir un financement en utilisant des instruments innovateurs, garantissant que sa participation apporte une certaine tranquillité aux investisseurs privés. Ceci a affirmé la position de la Banque en tant qu'ancrage financière et conduit idéal pour les fonds internationaux alloués aux projets NEPAD.

Par le biais de son Unité de Partenariat Africain, la Banque peut produire une révision précoce des projets NEPAD et offrir des conseils sur les critères nécessaires pour la solvabilité des projets. Si nécessaire, la DBSA peut accorder une assistance technique et préparatoire au moyen de la Facilité commune pour la Préparation de Projet en partenariat avec l'Agence Française de Développement.

Les projets régionaux qui ont reçu une assistance par cette initiative, incluent le Projet de Cable Sous-marin de l'Afrique de l'Est et l'Interconnecteur Zambie-Tanzanie- Kenya.

Que le Secrétariat du NEPAD soit abrité sous le toit de la DBSA, garantie que la Banque demeure bien informée et très proche du NEPAD.

Un partenaire régional de choix

L'unique capacité de la DBSA de fournir un financement à long terme dans une variété de devises aux secteurs publique et privé, joint à son appétit et mandat à prendre des risques et son intérêt ouvert sur le financement de projet viable pour promouvoir le développement socio-économique, assure sa position en tant que partenaire régional de choix.

Un excellent réseau et des relations avec les dépositaires importants dans la région, combiné à une vaste expérience et une profonde compréhension des difficultés dans le développement d'infrastructure de financement, assure à la DBSA un rôle central dans la réalisation d'une vision commune d'une région libérée de la pauvreté, l'inégalité et la dépendance.

Investisseur

Qui contribue à la prestation de services de base et promeut l'expansion économique au moyen de financement d'infrastructure.



Conseiller

Qui renforce la capacité institutionnelle, financière, technique et de connaissance pour le développement.

Partenaire

Qui influence les dépositaires privés, publiques et de communauté dans le processus de développement

Partenaires dans le Savoir-Faire pour le Développement

LES PLANS DE développement de la SADC fixent les cibles et les délais pour les objectifs de divers domaines de coopération allant de la libéralisation du commerce à la convergence macroéconomique, du développement humanitaire à la sécurité alimentaire, du développement d'infrastructure à la gestion environnementale, et de la parité des sexes à la bonne gouvernance.

L'une des plus grandes difficultés repose désormais sur le renforcement de mécanismes pour le contrôle et l'évaluation de manière à traquer les progrès vers les buts fixés. Pour cela, un flot continu et efficace de l'information et du savoir devient essentiel.

Afin de relever le défi d'efficacité mettre en oeuvre les deux plans stratégiques, les partenariats de la SADC et les institutions de la connaissance doivent être renforcés.

Prof.J.A. van Ginkel, ancien président de l'Université des Nations Unies remarque que, « une Afrique démunie de son propre secteur de connaissance solide et soutenu demeurera toujours dans une position dangereuse dépendante. »

Une caractéristique de la connaissance est qu'elle peut être obtenue à partir d'individuels, de groupe de personnes, et quelquefois de routines et processus organisationnels. Elle est disséminée à travers les médias structurées telles que des documents, l'internet et les interactions de personne à personne. Une savoir nouveau est créé ou acquis à travers l'expérience, l'interaction et l'apprentissage.

Dans les organisations, la connaissance devient souvent enclavée non seulement dans les documents ou les répertoires mais également dans les routines organisationnelles, processus, pratiques et normes. On peut dire la même chose sur les pays et les communautés régionales, la SADC incluse.

Quelque soit la forme, le savoir correct doit être collecté, géré et mis à la disposition des personnes appropriées à une période propice si elle doit être pertinente dans tous les aspects du progrès social.

La SADC a besoin de centre régionaux du savoir, fermement établis, familiers avec le contexte historique et qui partagent son programme et sa vision de développement. Parmi ceux-ci figurent la DBSA et le Centre de Recherche et Documentation de l'Afrique Australe (SARDC), un partenaire de connaissance de la SADC de longue date, dont le patron fondateur était Mwalimu Julius Nyerere, le premier président de Pays de la Ligne de Front.

Dans une présentation à la Commission Economique pour l'Afrique, Jacques L.Hamel explique, "Alors que nous progressons dans le 21ème siècle, des bases supérieures de développement de connaissance, des actifs du savoir et le capital de connaissance sont l'ultime développement de ressources pour l'avancement soutenu du continent africain."

Ceci est pertinent pour la SADC puisque la communauté régionale lancent son RISDP et SIPO.

www.sadc.int

www.dbsa.org

www.sardc.net



Afrique Australe

PERSPECTIVE SUR L'ENVIRONNEMENT

SOUTHERN AFRICA Environment Outlook (SAEO) 2005 (Perspective sur l'Environnement en Afrique Australe) évalue la situation actuelle de l'environnement dans la région, fournit une analyse intégrée et offre une réflexion sur les tendances de la décennie passée et celle à venir.

L'ouvrage, qui sera publié pendant la première moitié de l'année 2006, souligne les problèmes environnementaux importants émergents en Afrique Australe et présente une série de scénarios futurs pour la région. Le SAEO est produit une décennie après le premier compréhensif *State of the Environment in Southern Africa* (Statut de l'Environnement en Afrique Australe) publié par la SADC et les partenaires à la fin de l'année 1994, et cinq ans plus tard le premier rapport sur un simple écosystème, *Statut 2000 de l'Environnement du Bassin du Zambèze*.

La préparation de Outlook était basée sur une large consultation et processus participatoire dans la région, durant laquelle le consensus tournait autour des perspectives et priorités régionales.

Les résultats reposaient sur des données fiables et un processus de développement indicatif. En particulier, les projets régionaux sur les systèmes d'information géographique et l'indicatif de développement pour l'évaluation de l'environnement et la rédaction de rapport furent utiles au processus.

Les experts d'organisations spécialisées et d'institutions nationales, chargés d'exécuter la rédaction de rapport sur le statut de l'environnement participèrent à l'apport de contribution, ainsi que dans la révision du manuscrit. Ceci garantit l'équilibre régional, la crédibilité scientifique de l'ensemble du rapport.

Communication du Programme sur l'Environnement

Ce processus fut coordonné par la Communication du Programme sur l'Environnement (CEP), qui est un partenariat établi de longue date de la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe (SADC) avec IUCN – l'Union de Préservation Mondiale et



Divers sujets couverts dans la Perspective sur l'Environnement en Afrique Australe

le Centre de Recherche et de Documentation de l'Afrique Australe (SARDC) par le biais du Centre de Recherche sur l'Environnement Musokotwane pour l'Afrique Australe (IMERCSA).

IMERCSA est le centre collaborateur en Afrique Australe pour l'*Africa Environment Outlook* (AEO) (Perspective sur l'Environnement en Afrique) et le *Global Environment Outlook* (GEO) (Perspective sur l'Environnement Global), produits par le Programme sur l'Environnement de l'ONU (UNEP).

Le *Southern Africa Environment Outlook* bénéficia d'un processus de développement de capacité mené par l'UNEP par le biais du Réseau d'Information sur l'Environnement en Afrique (AEIN). Les domaines couverts dans l'initiative de renforcement de capacité se composaient d'une évaluation environnementale intégrée et de la rédaction de rapport, d'une analyse politique, du renforcement de scénario, et de la gestion et analyse de données.

Le processus menant à ce Outlook commença en 1998, initialement pour édifier la fondation en usant de l'identification des problèmes, du renforcement du consensus sur la structure idéale à utiliser dans l'analyse, ainsi que d'un accord sur la série de données principales et des indicatifs pour soutenir l'analyse.

La recherche et la compilation de données pour divers sujets commença en 2002, et les contributeurs furent engagés en 2003 pour développer des chap tres contenant des données et des analyses. La priorité fut donné aux recherches et écrits du manuscrits suite à une réunion des partenaires CEP organisée par la SADC à Gaborone en octobre 2003.

Cette réunion reconnut les cibles pour la rédaction de rapport environnemental décrites dans le Plan Stratégique Indicatif de Développement Régional (RISDP) et le fait que dix ans ce soient écoulés depuis le premier rapport régional.

Dix contributeurs furent engagés pour rechercher et rédiger les chap tres. Le manuscrit provisoire fut alors ré-examiné durant un atelier régional en Afrique du Sud. Ceci a offert à un échantillon de dépositaires une opportunité de débattre sur les chap tres provisoires et sur la structure du rapport. Des commentaires résultant de l'atelier et de critiques régionaux furent utilisés par le Rédacteur Technique pour finaliser les chap tres pour révision par les partenaires.

Bien que ce fut une entreprise ambitieuse, on jugea que ce fut une initiative précieuse qui continue de présenter les résultats des activités et partenariats de la SADC, et c'est une production ciblée du RISDP.

Structure

L'approche traditionnelle de la rédaction de rapport environnemental dans la région se concentra sur les frontières nationales, les secteurs ou ressources naturelles. Dans ce rapports, ces problèmes sont présentés d'une manière intégrée, en utilisant la structure de Meneurs Pression Statut Impact Réponse (DPSIR).

>>> et les pressions sont définis comme les causes profondes du changement environnemental, et elles peuvent être naturelles ou déclenchées par l'être humain. Le Statut est une réflexion de la situation courante et des tendances pendant la décennie passée, tandis que les Impacts sont les conséquences de changement environnemental sur l'humanité et les systèmes

écologiques, et sur le potentiel de développement social et économique.

Les Réponses incluent les politiques nationales, les plans, les lois et les stratégies pour coopération.

La structure DPSIR décrit les développements sociaux et les processus naturels pour expliquer le changement dans le statut environnemental, en utilisant des indicatifs appropriés pour montrer les tendances au cours des ans. Une analyse de l'impact de diverses pressions sur les écosystèmes et le bien être humanitaire dans la région est entreprise, et des réponses appropriées prises pour mitiger les impacts sont articulées.

L'évaluation intégrée et l'approche de rédaction de rapport par la structure DPSIR, répond à quatre questions qui sont importantes pour une prise de décision efficace. Les questions sont :

- Que se passe t-il dans l'environnement ?
- Quelles en sont les causes ?
- Que pouvons nous faire, et que faisons nous à ce sujet ?
- Qu'advientra t-il si nous n'agissons pas maintenant ?

Format

Le *Southern Africa Environment Outlook 2005* se compose de neuf chap tres, qui sont connectés lorsqu'ils abordent la région de l'Afrique Australe, son environnement physique et la manière dont sa population se comporte avec les ressources.

Le document inclue un aperçu régional et couvre des sujets tels que la terre, l'atmosphère, les ressources d'eau douce, les ressources marines et côtières, les forêts et les bois, la faune, et les habitations humaines.

suite page 18

Impacts globaux

Les inondations actuelles dans la région sont-elles un indicatif de changement de climat ?

par Tigere Chagutah

LA PLANÈTE se réchauffe, presque certainement en raison de l'augmentation des gaz de serre causés par les activités humaines, et les signes commencent à se manifester dans diverses parties de la région de la SADC.

Le débat sur le changement de climat et sa connexion aux désastres naturels a été ravivée suite aux récentes inondations qui ont balayé certaines zones de la région suivies d'une sécheresse prolongée.

S'adressant à la Conférence ONU sur le Changement de Climat, tenue au Québec, Canada en décembre 2005, le secrétaire principal au Ministère des Affaires Foncières, du Logement et du Développement du Malawi, George Mkondiwa déclare que bien que les scientifiques locaux ont encore à publier leurs résultats, il ne fait aucun doute que le changement de climat a influencé les tendances climatiques en Afrique Australe au cours de ces dix dernières années.

PERSPECTIVE SUR L'ENVIRONNEMENT

suite de la page 17

Le chapitre final de *Outlook* est une présentation des tendances et scénarios, offrant une analyse prévisionnelle sur 10 ans sur la façon dont les trois scénarios pourraient se réaliser : Forces du marché, Réforme politique et Forteresse Mondiale.

Appel à l'Action

Le SAEO est également un appel à l'action, insistant sur le besoin d'aborder ensemble l'environnement et le développement, en tant qu'option pour réduire la pauvreté et progresser vers une voie de développement soutenu.

Un but clé est de présenter des options politiques pour renverser les tendances actuelles de dégradation environnementale en Afrique Australe.

Une préoccupation pour le rapport est le progrès vers l'accomplissement des objectifs

"Tous posent des questions telles que, ... le changement de climat en est-il la cause ou non ? Nous pensons qu'il n'y a aucun doute là-dessus," ajoute Mkondiwa

Les inondations ont suivi des pluies diluviennes et continues qui ont martelé de nombreuses régions de l'Afrique Australe depuis décembre 2005 jusqu'en mars 2006 et ont causé des dégâts structureux considérables, détruisant des écoles, des récoltes, des routes et télécommunications, tandis que dans certains endroits des villages entiers ont été inondés précipitant la réinstallation de la population et du bétail dans les hauteurs.

En Zambie, les inondations ont coupé l'approvisionnement en énergie après que la centrale hydroélectrique principale aux Gorges de Kafue ait été endommagée.

Ironiquement, les pluies torrentielles ont aggravé la difficulté d'une sévère sécheresse qui a poussé le Botswana, le Malawi et la Zambie à déclarer

et buts tels que décrits dans des stratégies clés continentales et globales telles que le RISDP, le NEPAD, le Plan de Mise en Oeuvre de Johannesburg et les Objectifs de Développement du Millénaire (ODM).

Par conséquent, le public visé pour cet ouvrage inclue les décideurs et les exécutifs dans les gouvernements, les praticiens et les organisations opérant dans le domaine de l'environnement, les institutions éducationnelles, le secteur privé, les partenaires coopérants et les agences de développement, les parlements, les journalistes et les rédacteurs, les populations du Sud et les populations du Nord.

Le *Southern Africa Environment Outlook (SAEO) 2005* est le début d'un processus à long terme contenu dans le plan stratégique pour la région, le RISDP, qui exige des rapports quinquennaux sur le statut de l'environnement.

l'état d'urgence en vue d'une famine imminente.

Avec les récentes recherches montrant qu'en raison du réchauffement global les glaciers du sommet du Kilimanjaro, vieux de 12 000 ans, fondent tellement rapidement qu'ils pourraient avoir disparus d'ici 2020, il existe une inquiétude bien fondée que l'émission excessive de gaz de serre peut déjà avoir amorcé des changements climatiques irréversibles.

L'île sub-atlantique Marion, 1 700 km au sud-est de la Ville du Cap et site d'une station météorologique sud-africaine, est l'un des lieux les plus isolés sur terre et est présentée par les scientifiques comme un autre indicateur de l'impact du réchauffement global.

Il existe de nouvelles données alarmantes provenant de l'île sur les scénarios de pluviométrie, température, comportement botanique et animal. Les données révèlent que les statistiques pluviométriques mensuelles sont en baisse, il fait de plus en plus chaud sur l'île et elle est infestée de rats, souris et végétation étrangère.

Durant ces vingt dernières années, le bureau régional des Services Météorologiques Nationaux de l'Afrique du Sud observe les scénarios de pluviométrie annuelle sur l'île Marion, montrant un déclin régulier de 2 500 mm à 1 750 mm, et remarque, "... il semble faire de plus en plus sec."

Les scientifiques et les officiels du Gouvernement en Afrique du Sud ont averti que de tels changements pourraient bientôt être chose commune à travers la région puisque la planète se réchauffe.

L'Afrique du Sud a instauré des mécanismes de contrôle et de recherche, et le Département des Affaires environnementales et du Tourisme a demandé que les questions climatiques soient intégrées à tous les niveaux du gouvernement.

Dans le bassin du Zambèze, la variabilité climatique a été le plus

ressentie à travers les chocs hydrauliques causés par les sécheresses et les inondations, d'où une aggravation de l'insécurité alimentaire. La variation du début de la saison de pluies a fait que les agriculteurs étaient incertains sur la période de plantation de leurs cultures.

Selon Mkondiwa, en 2004 les agriculteurs du Malawi qui avaient planté pendant les premières pluies sur les conseils des scientifiques d'extension agricole ont du se résigner à regarder leurs récoltes se dessécher.

Récemment, la Zambie a subi un changement au début de la saison des pluies et lorsque celles-ci arrivent, elles sont espacées de périodes sèches. D'où le déficit alimentaire de 2005 causé par une chute de la production de 1,2 million de tonnes en 2004 à 866 000 tonnes métriques.

Dans le projet 6 de la SADC du Plan d'Action du Zambèze, Initiative Phase II (ZACPRO 6.2), le développement de mesures pour mitiger les effets d'événements hydrologiques extrêmes (inondations et sécheresses) est une activité cruciale.

Selon Jeffer Sakupwanya, Expert en Ressources Hydrauliques dans le projet ZACPRO 6.2, les hydrologistes des états des huit bassins lancent un processus pour établir des synergies avec tous les départements météorologiques du bassin. Des mécanismes d'alerte précoce et de communications dans la région doivent encore être améliorés.

Tous les pays de la SADC ont accédé à la Structure de Convention sur le Changement Climatique des Nations Unies qui les oblige à réglementer les niveaux de concentration de gaz de serre dans l'atmosphère afin d'éviter l'occurrence d'un changement climatique à un niveau qui entraverait le développement économique soutenu, ou de compromettre les initiatives dans la production alimentaire.

La totalité du continent africain produit seulement cinq pour cent de la production mondiale totale de gaz de serres.

Système de vote haute technologie pour l'Angola

L'ANGOLA PRÉVOIT d'introduire un nouveau système de gestion électorale qui permettra aux électeurs de s'inscrire électroniquement et d'être

identifiés par les empreintes digitales.

Le nouveau système fut récemment dévoilé à Luanda par la Commission Electorale

Nationale du Pays (CNE) et la Commission Inter-Sectorielle pour le Processus Electoral (CIPE).

Le président de la CNE, Caetano de Sousa, Informe que le système satisfait aux conditions du processus électorale et est rapide.

Il remarque que le système servira également de liste électorale, les électeurs étant identifiés par leurs empreintes digitales. (*Angola Press Agency*)

Des peaux Nguni pour les housses de sièges de véhicules

L'AFRIQUE DU SUD s'est embarqué dans un projet pour transformer les peaux de vaches Nguni en couvertures de sièges de voiture.

Le projet est un partenariat entre l'Université du Limpopo le Département Agricole du Limpopo et la Corporation de Développement Industriel (IDC) de l'Afrique du Sud.

L'IDC a fourni les fonds, qui seront utilisés pour acheter du bétail de l'espèce Nguni, construire des installations, offrir un apprentissage aux fermiers, mener des recherches, et obtenir d'autres ressources pour lancer le projet.

Chaque fermier obtiendra trois à cinq têtes de bétail à des fins de reproduction sur les cinq années à venir.

L'espèce Nguni est indigène à l'Afrique et fut choisi pour le projet parce qu'elle supporte bien



Les peaux de vaches Nguni, une innovation à la mode originaire de l'Afrique Australe

la sécheresse, possède une bonne résistance aux tiques et une forte immunité contre les maladies causées par les tiques.

Le bétail exhibe de beaux marquages et les vaches produisent au moins 10 veaux dans leur vie, une moyenne d'un par année..

Les fabricants de BMW ont manifesté de l'intérêt pour le projet de bétail Nguni. (*Bua News*)

La pharmaceutique à base d'herbe du Zimbabwe montre des promesses

LE ZIMBABWE déclare qu'une nouvelle concoction de médicament à base d'herbe sous tests cliniques dans le pays s'est montrée efficace pour prolonger l'espérance de vie de personnes vivant avec le VIH et SIDA.

Selon le Ministre adjoint de la Santé et du Bien Etre de l'enfant, Edwin Muguti, les tests cliniques effectués avec le remède à base d'herbe, localement baptisé *gun-damiti*, a jusqu'ici prouvé qu'il possède des propriétés curatives pour les séropositifs.

Les essais cliniques ont commencé le 1^{er} décembre 2005 avec 45 patients. Muguti explique que les résultats préliminaires sont encourageants puisque l'état des patients sous phytothérapie s'est incroyablement amélioré avec la disparition de certaines des affections opportunistes.

Je peux dire en toute assurance que leur compte CD4 a augmenté, tandis que charge virale a diminué, "le ministre adjoint, ajoute, "cette combinaison herbale est très sûre, aucun décès n'a été enregistré et aucun effet secondaire n'a été détecté jusqu'à maintenant. (*Daily Mirror*)

La Namibie introduit la communauté forestière

CERTAINES COMMUNAUTÉS de la Namibie jouissent désormais de l'autorité de gérer les forêts dans leur proximité sous la direction d'un nouveau programme d'habilitation.

Le gouvernement namibien a désigné huit forêts dans le nord du pays en tant que communautés forestières et a, avec l'assistance technique du Service Allemand de Développement (DED), offert des formations en gestion et planification forestière.

Les huit communautés forestières dans les régions de Kavango et Caprivi ainsi que Tsumkwe, font parties des 13 officialisées par le gouvernement namibien en février.

La Communauté forestière du Nord-Est de la Namibie (CFNEN) est une entreprise commune entre le Ministère de l'Agriculture, des Eaux et des Forêts, le DED et la Banque Allemande de Développement.

Le projet fait également la promotion de la création de vergers et jardins potagers privés.

"Dans les communautés forestières officielles, les populations locales peuvent contrôler l'usage soutenue et la protection de précieuses ressources forestières de bois et autre contre l'utilisation incontrôlée, la collecte illégale et les incendies," explique le DED.

Les communautés ont désormais le droit d'émettre des permis pour l'usage des arbres, feu de bois et autres produits forestiers, et peuvent lier l'utilisation des ressources aux plans de gestion et aux réglementations et arrêtés municipaux. (*Namibian Economist*)

Installation pour la production de carburant à base de maïs dans les projets de l'Afrique du Sud

L'AFRIQUE DU SUD est sur le point de s'embarquer dans un projet ambitieux de transformation de maïs en éthanol suite à l'annonce d'une entreprise d'une valeur de US\$1.1 milliard pour construire la première de huit usines de production d'éthanol dans les régions de grosse production de maïs.

L'usine d'éthanol sera construite dans la zone de Bothaville, qui possède une vaste quantité de maïs. Des 400 000 tonnes de maïs produites annuellement à Bothaville, l'usine est capable de consommer jusqu'à 375 000 tonnes, selon Ethanol Africa, une des compagnies à la tête du projet.

Le début de la construction de la première usine est prévu pour cette année et devrait être en pleine production dès la mi-année 2007.

L'usine pourra produire plus de 470 000 litres d'éthanol par jour et l'initiative est supposée approvisionner jusqu'à 12 pour cent des besoins en carburant de l'Afrique du Sud d'ici 2015.

Ethanol Africa fut instaurée par les exploitants agricoles commerciaux pour transformer le surplus de maïs en bio-carburant favorable à l'environnement. Pour ce projet, elle est en partenariat avec Sterling Waterford. (*Business Day*)

L'Afrique Australe mène la voie dans les tendances TI

L'AFRIQUE AUSTRALE possède quelques uns des marchés locaux Internet les plus développés du continent. En conséquence, une quantité de tendance en développement dans le pays commencent à se disséminer à travers le continent. Ce sont les résultats d'un nouveau rapport publié par Balancing Act.

La région possède le plus vaste marché à larges bandes de fréquences. L'Afrique du Sud mène la voie dans ce domaine avec 120 000 usagers à la fin de 2005, et est le marché le plus

important à larges bandes de fréquences en Afrique Sous-saharienne.

En dehors de l'Afrique du Sud, la compétition sur l'infrastructure de fibre se développe avec quatre compagnies ayant obtenu leurs licences l'an passé, deux en Zambie et deux au Zimbabwe. La plupart de ces compagnies sont des services publiques fournisseurs en énergie et le réseau des fournisseurs régionaux d'énergie offre de nombreuses opportunités pour connecter la région.

La région est également pionnière en terme d'Internet voix off sur base de Protocole d'appel (VoIP). Le VoIP est une technologie qui permet de passer un appel en utilisant la connection internet à bande large au lieu d'une ligne téléphonique régulière (analogue).

La Zambie réduit le prix du pétrole

LA ZAMBIE a réduit les tarifs des produits pétroliers jusqu'à sept pour cent en janvier, partageant les bénéfices de la valeur en hausse de sa devise.

En essayant d'encourager l'usage de carburant sans plomb, le Comité de Réglementation de l'Energie du pays (ERB) a aligné les tarifs de l'essence avec et sans plomb.

"L'ERB a basé ses nouveaux tarifs sur ceux de l'essence sans plomb," explique le président de l'ERB, Mwangala Zaloumis. Le carburant sans plomb coûtait plus que le carburant avec plomb.

La Zambie a annoncé qu'elle éliminerait graduellement le carburant au plomb à partir de mars, respectant la promesse de l'Union Africaine d'utiliser des carburants plus propres considérés moins nocifs pour la santé humaine et l'environnement. (*The Post*)

La Namibie se joint à l'élite en cale sèche

UNE ENORME cale sèche est arrivée au port de Walvis Bay en janvier - la première de son genre le long des côtes ouest de l'Afrique.

Le quai flottant représente une alternative pour la Ville du Cap et Durban en tant qu'unique facilité de réparation de vaisseau dans la région.

"Ceci est un effort délibéré du gouvernement namibien grâce à NamPort d'intensifier les activités de réparations de vaisseaux dans un objectif de création d'emploi et de développement économique," déclare le directeur général de NamPort. Seby Kankondi. (*The Namibian*)

L'Afrique du Sud est encore en tête de file dans ce domaine mais deux autres pays au moins dans la région (Zambie et Zimbabwe) se sont embarqués dans le processus politique de légaliser le VoIP. (*AI - IAfrica.com*)

TELKOM convoite l'Angola, le Botswana, la RDC

TELKOM DE l'Afrique du Sud vise l'expansion dans cinq pays africains - y compris l'Angola, le Botswana, et la République Démocratique du Congo - qu'il considère mûr pour l'investissement.

Confronté à une compétition sans merci impliquant les opérateurs de téléphonie mobile sur son terrain, l'opérateur de ligne analogue a tourné son attention sur les trois états membres de la SADC ainsi que le Kenya et le Nigéria dans sa quête pour renflouer ses revenus. (*Business Day*)

De Beer investie dans une nouvelle usine en Tanzanie

LE GROUPE De Beer a annoncé ses projets d'investir US\$150 millions dans une nouvelle usine de traitement à Mwadui Williamson Diamond Limited (MWDL) en République Unie de Tanzanie.

La première compagnie mondiale d'extraction de diamant annonce que la nouvelle usine de traitement permettra à la firme de traiter 16 millions de tonnes de minéraux par an et d'accroître la production de diamant à un million de carats.

A l'heure actuelle, la MWDL a une capacité de production de 3,5 millions de tonnes de minéraux par an et la nouvelle usine augmentera la production de diamant de 190 384 à 1 million de carats.

L'expansion et la construction de l'usine de traitement permettra à MWDL de prolonger l'existence de la mine de 25 ans supplémentaires. (*East African*)

Mozambique, Portugal concluent les négociations sur Cahora Bassa

LE MOZAMBIQUE a conclu un accord avec le Portugal pour le transfert de propriété du barrage gigantesque de Cahora Bassa.

Les équipes des deux pays ont finalisé "les négociations techniques" en mars, avant la voie pour la signature de l'accord final par le président Armando Guebuza du Mozambique et le Premier Ministre portugais, José Socrates.

"Plus tard les deux pays conviendront de la date de la signature officielle au Mozambique résultant des négociations," déclare Salvador Namburete, Ministre de l'Energie du Mozambique.

Un protocole d'accord (MOU) sur le barrage de Cahora Bassa fut

signé en novembre de l'année passée pendant la visite du président Guebuza au Portugal.

Sous l'autorité du protocole d'accord, le contrôle de la compagnie qui opère le barrage. Hidroeléctrica de Cahora Bassa (HCB) passerait de l'autorité portugaise à l'autorité mozambicaine. Le Portugal possède 82 pour cent des actions de HCB, le Mozambique étant propriétaire du reste.

A la conclusion de l'accord, le Mozambique contrôlera 85% de la compagnie, et le Portugal sera propriétaire du reste des actions.

La transaction requiert que le Mozambique paye US\$950 millions avant le transfert du barrage et de la compagnie. (*Aim*)

Foire présente l'industrie minière de l'Angola

L'ANGOLA PRÉVOIT d'organiser une foire internationale sur l'exploitation minière pour présenter son industrie minière et mobiliser des fonds pour le secteur.

La Foire Internationale des Mines, qui aura lieu du 27 au 30 avril, est organisée par le Ministère de la Géologie et des Mines, la Compagnie Diamond Angola et Expo Angola.

L'évènement sera utilisé pour établir de nouveaux partenariats

pour l'industrie minière angolaise.

Selon Edgar de Carvalho, directeur des études au Bureau de Planification et Statistiques du Ministère de la Géologie et des Mines, la foire a attiré un intérêt énorme de compagnies locales et internationales. (*AI - IAfrica.com*)

DEVICES

Pays	Devises	(US\$1)						
Angola	Kwanza (100 kwai)	80,36	Botswana	Pula (100 thebe)	5,44	RDC	Franc Congolais	432,00
Lesotho	Maloti (100 lisente)	6,15	Madagascar	Franc Malgache	9 400,00	Malawi	Kwacha (100 tambalala)	132,00
Ile Maurice	Roupie (100 cents)	30,68	Mozambique	Metical (100 centavos)	26 775,00	Namibie	Dollar (100 cents)	6,16
Afrique du Sud	Rand (100 cents)	6,16	Swaziland	Lilangeni (100 cents)	6,15	Tanzanie	Shilling (100 cents)	1 193,25
Zambie	Kwacha (100 ngwee)	3 295,00	Zimbabwe	Dollar (100 cents)	99 201,00			

Mars 2006

Film vainqueur de l'Oscar élève le profil régional de l'industrie du film

TSOTSI, drame cinématographique sud-africain, place l'industrie du film de l'Afrique Australe sous les feux des projecteurs internationaux lorsqu'il remporte un Oscar dans la catégorie meilleur film en langue étrangère.

Le film raconte la vie d'un truant du township qui apprend à prendre soin d'un nouveau né dont il a abattu la mère durant un détournement de véhicule.

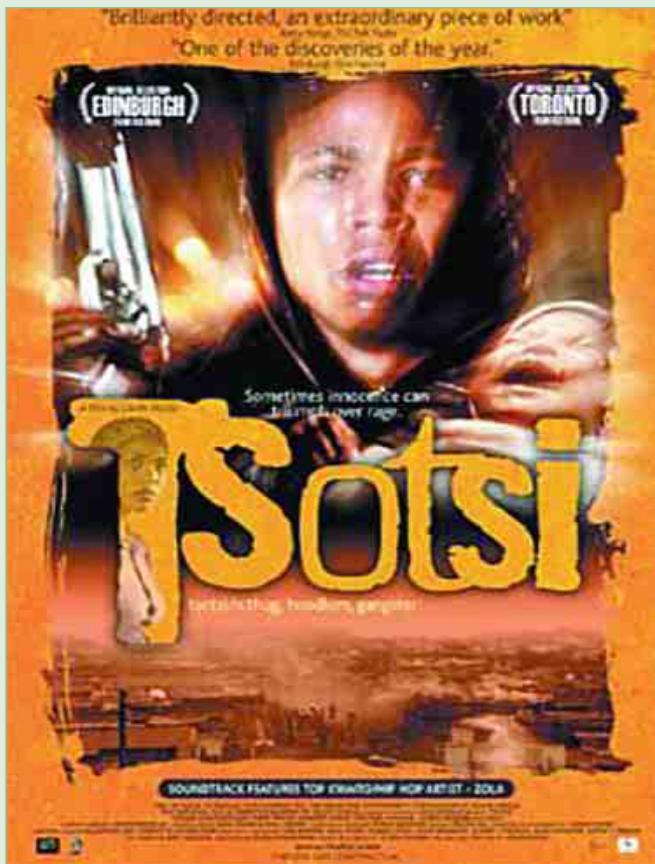
C'est la seconde fois qu'un film sud africain est nominé pour les Oscars, reconnaissance la plus prestigieuse que puisse obtenir un film aux Etats Unis. Le nominé de l'année dernière était *Yesterday*, un long métrage sur une femme séropositive.

Dirigé et écrit par Gavin Hood, *Tsotsi* a pour vedette Presley Chweneyagae dans le rôle d'une jeune gangster violent qui réalise la valeur de la vie humaine en découvrant un bébé dans le véhicule qu'il vient de voler. Sa conception de la vie change après être forcé de s'occuper du bébé.

Il l'a remporté sur quatre autres films qui rivalisaient également pour le Prix du Meilleur Film en Langue Etrangère. Ces derniers étaient : *Paradise Now* (Palestine), *Joyeux Noël* (France), *The final Days* (Allemagne) et *Don't Tell* (Italie).

L'Oscar pour *Tsotsi* dramatise la renaissance de la cinématographie en Afrique Australe et pointe vers le vaste talent disponible dans la région.

L'industrie du film dans la région a subi de grand changement



depuis la fin des années 90 et a durant ces quelques dernières années produit des films qui ont reçu un prix tels que *Everyone's Child* par la cinéaste zimbabwéenne Tsitsi Dangaremba et *Fools*, une collaboration entre la Maison de

Production Sud Africaine, Native At large, et Ebano Multimedia du Mozambique.

D'autres pays dans la région tels que l'Angola, l'Ile Maurice et le Mozambique ont produit des courts métrages qui ont figuré dans les festivals internationaux.

La coopération régionale a été cruciale pour le développement de l'industrie, avec des événements tels que le Festival du Film International de Zanzibar, le Festival du Film International du Zimbabwe et le Festival du cinéma Mondial à la Ville du Cap, jouant un rôle important.

Projet Théâtral pour "Sauver cette génération"

LES ARTISTES et les jeunes de l'Afrique Australe vont commencer à bénéficier d'un projet continental sur la lutte contre le VIH et SIDA en utilisant le théâtre.

Le projet de marionnette est le résultat de l'une des résolutions prises par les représentants de l'organisation, Théâtre Africain pour les Enfants et les Centres de Jeunesse, lors de sa réunion annuelle dans la République Unie de Tanzanie en mars.

Le théâtre de marionnette est une façon innovatrice de faire passer le message sur le VIH et SIDA aux enfants et aux jeunes.

Le projet est conçu pour permettre aux jeunes de contribuer à l'allévation du VIH et SIDA en complétant les efforts de leurs gouvernements. Il vise les artistes et les nationaux de l'Afrique Australe, de l'Ouest et de l'Est, et sera mis en oeuvre autour du thème "Sauver cette génération".

La SADC est représentée par le Botswana, le Malawi, l'Ile Maurice, le Mozambique, la Namibie, l'Afrique du Sud, le Swaziland, la République Unie de Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe. D'autres pays participants sont le Bénin, le Burundi, le Cameroun, le Ghana, le Kenya, le Nigéria, le Rwanda et l'Ouganda.

Les 18 pays sont membres de l'Association internationale de Théâtre pour les Enfants et les Jeunes Gens. Le Réseau et Programme de Coopération Africain est financé par l'Agence Suédoise pour le Développement International de Coopération (Sida). (*New Era*)

Le Mozambique accueille le Concours: Carrefour Musical

ENVIRON DIX groupes de cinq pays de la SADC doivent rivaliser dans le concours musical régional au Mozambique.

Le Concours Carrefour Musical de l'Afrique Australe prend place du 27 au 30 avril et présentera des groupes musicaux du Malawi, Mozambique, République Unie de Tanzanie, Zambie et Zimbabwe.

Le spectacle fait partie d'un programme international qui habilite les jeunes âgés de 15 à 25 ans grâce à l'expertise musicale et l'éducation sur le VIH et SIDA.

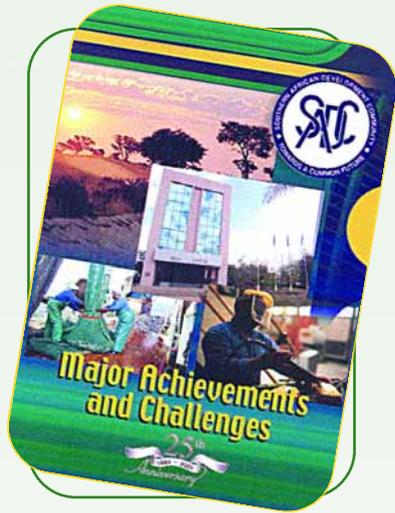
Il cherche également à accroître le niveau de professionnalisme parmi les musiciens et agit en tant que plateforme pour lancer leur carrière. Il encourage les participants à être fiers de leur héritage culturel.

Chaque compétition est précédée d'un atelier durant lesquels les jeunes musiciens apprennent les rudiments du marketing, relation publique, gestion musical, négociation de contrat, lois de droit d'auteur et droits des musiciens.

Les gagnants du concours de cette année gagneront un voyage en Europe et un contrat d'enregistrement.

Carrefour Musical fut initié par Jeunesses Musicales Internationales (JMI) reconnu comme premier réseau global pour la jeunesse et la musique. JMI a des membres dans 70 pays dans le monde.

L'Agence Norvégienne pour le Développement de Coopération, l'Agence Suédoise pour le Développement International de Coopération et l'UNESCO financent le programme depuis 1996.



SADC: Accomplissements et difficultés majeures – 25ième anniversaire 1980-2005

CET OUVRAGE fut publié pour commémorer 25 ans de coopération et d'intégration régionale depuis la fondation de la Conférence de Coordination pour le Développement de l'Afrique Australe (SADCC), qui a stimulé la confiance et un esprit de solidarité donnant naissance à la fondation pour la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC) instaurée par le traité de Windhoek en 1992.

Le livre établit le profil d' "une région avec potentiel", offre un certain contexte historique et explique la restructuration et le financement institutionnels. Il réexamine les politiques et stratégies y compris le Plan Stratégique Indicatif de Développement Régional (RISdP) et l'Organe de la SADC sur la Politique, la Défense et la Coopération de Sécurité (SIPO).

Nombre d'accomplissements sont notés, surtout la signature et la ratification de quelques de protocoles dans des domaines tels que le commerce, les finances et la gestion des cours d'eau communs, les protocoles sur le sucre, les textiles et les vêtements entre autres, et l'établissement d'un Pool d'Énergie pour l'Afrique Australe (SAPP).

Le livre présente également les difficultés actuelles affectant la région, y compris le VIH et SIDA, les difficultés socio-économiques et les ressources humaines, politique, défense et sécurité, ainsi que l'intégration régionale, la restructuration institutionnelle, et l'harmonisation politique et la mise en oeuvre.

Pour conclure, l'ouvrage réexamine la voie à prendre tandis que la SADC progresse vers des niveaux plus élevés de l'intégration en tant que composante de l'Union Africaine.

Le livre est disponible au Secrétariat de la SADC: registry@sadc.int ou <http://www.sadc.int>

Afrique: Dialogue avec la terre et le ciel

CE CHEF D'OEUVRE de livre puise dans une richesse de recherche et d'expérience qui dépeint la relation entre l'africain et son environnement, y compris la préservation de la terre par ceux qui ont eu la plus longue connection avec elle. Il capture sur papier des images cinématographiques saisissantes et inhabituelles qui ne peuvent durer qu'une seconde ou une fraction de seconde sur l'écran. Les images dans cet ouvrage sont exceptionnelles non seulement pour leur impact visuel et leur beauté, mais pour la vision qu'elle

communique d'identité avec le monde physique et leur exploration de relation entre les personnes et les animaux, le physique et le spirituel. Le livre de 154 pages est écrit par Damon et Craig Foster avec Michael Hutchinson, et contient une préface par le président sud africain, Thabo Mbeki. Publié en 2005 par New Africa Books à la ville du Cap, cette source de connaissance et d'imagerie est disponible dans les librairies ou contacter l'éditeur. info@newafricabooks.co.za <http://www.newafricabooks.co.za>

PUBLICATIONS

Quel ONU pour le 21ième Siècle? Une nouvelle separation Nord-Sud

Le Centre Sud, 2005

170pp.

Ceci est une collection de commentaires et de présentations préparée dans le contexte de la campagne la plus récente pour réformer les Nations Unies. Elle commence avec la présentation intitulée "le Multilatéralisme assiégé", qui fut soumi en juin 2004 comme contribution dans les déroulements de la Table Ronde Supérieure sur les Menaces, Difficultés et Changement. Elle se termine par un commentaire sur le rapport du Secrétaire Général de l'ONU "Une plus grande Liberté": Vers le Développement, la Sécurité et les Droits Humanitaires pour Tous", qui fut circulé aux états membres du Groupe des 77 en juin 2005.

Disponible sous format électronique et imprimé au Centre Sud, PO Box 228, Chemin du Champ d'Anier 17, 1211 Genève 19, Suisse. south@southcentre.org. <http://www.southcentre.org>

Pourquoi les pays en voie de développement ont-ils besoin de tarif? Comment les négociations OMC AMNA pourrait dénier le droit à un avenir aux pays en voie de développement

par Ha-Joon Chang

Le Centre Sud, 2005

129 pp

S'il leur faut remplir les promesses développementales faites à Doha et empêcher la création d'une économie mondiale divisée par un gouffre grandissant entre les nantis et les démunis, les puissants dépositaires de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) doivent s'assurer que tout accord AMNA (Accès Marché Non-

Agricole) donne aux pays en voie de développement la politique d'espace la plus flexible possible afin qu'ils puissent en tirer ce qui leur est avantageux et trouvent les moyens d'y parvenir. Il serait bon de commencer par une suspension immédiate des négociations AMNA jusqu'à ce qu'un texte nouveau et pro-développement soit convenu.

Disponible sous format électronique et imprimé au Centre Sud, Genève, Suisse. Adel:south@southcentre.org. <http://www.southcentre.org>

La Gestion de la Connaissance et la Banque de Développement de l'Afrique Australe : Une Stratégie de Connaissance

par Debbie Blackburn, Snowy Khoza et Graham Tate

Afrique du Sud, Banque de Développement de l'Afrique Australe, 2003

61pp

Internationalement, il est bien reconnu que la société des affaires est à l'aube d'un nouvel horizon dans lequel le capital intellectuel devient rapidement la nouvelle devise. Dans ce contexte, la question de mettre en oeuvre une méthode de gestion de la connaissance devient d'importance cruciale et lui permettra de s'aligner plus étroitement avec les tendances globales émergentes. En adoptant cette voie la Banque s'offre la liberté d'appliquer les ressources institutionnelles de tous types de développement socio-économique. Disponible sous format imprimé et électronique à la DBSA. Unité de Développement de l'Information Commerciale, PO Box 1234 Halfway House, 1685 Midrand, Afrique du Sud. debbieb@dbsa.org <http://www.dbsa.org>



CALENDRIER DES EVENEMENTS 2006

SADC AUJOURD'HUI est produit en qualité de sources de référence des activités et opportunités dans la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe et en tant que guide pour les décideurs à tous les niveaux du développement national et régional. Les articles peuvent être reproduits en toute liberté par les médias et autres institutions accrédités par SADC AUJOURD'HUI

REDACTEUR

Munetsi Madakufamba

COMITE DE REDACTION

Bayano Valy, Eunice Kadiki, Mukundi Mutasa, Chenai Mufanawejingo, Patson Phiri, Joseph Ngwawi, Chipo Muzewza, Alfred Gumbwa, Maidei Musimwa, Pamela Mhlanga, Phillis Johnson.

TRADUCTION

Marie-Laure EDOM

CONSEILLERS A LA REDACTION

Directrice de l'Unité de Communication d'Entreprise, SADC
Leefa Penehupifo Martin

TRADUCTION

Marie-Laure Edom

SADC AUJOURD'HUI est publié six fois par an par le Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC) pour le compte du Secrétariat de la SADC à Gaborone, Botswana, en tant que source de connaissance fiable sur la Communauté de Développement de l'Afrique Australe. Le contenu prend en compte les Objectifs de Développement du Millénaire (ODM) et le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) en tant qu'élément intégral au développement de la région.

© SADC, SARDC, 2005

Les contributions de particuliers et d'organisations au sein de la région de la SADC, sous forme d'articles, photographies, feuilles d'informations et commentaires sont les bienvenues, ainsi que les articles pertinents originaires de l'extérieur de la région. Un tarif standard est payé pour les articles, photos et illustrations utilisées dans la publication. Les rédacteurs se réservent le droit de sélectionner ou rejeter les informations et d'éditer en fonction de l'espace disponible. Son contenu ne reflète pas nécessairement les positions et opinions officielles du Secrétariat de la SADC ou du SARDC.

Abonnez vous aujourd'hui

SADC AUJOURD'HUI est disponible moyennant un tarif d'abonnement annuel. Pour six numéros par an, le tarif est de US\$75 en dehors du continent africain, US\$55 pour le reste de l'Afrique et US\$45 pour la région de la SADC. Votre abonnement vous permettra de recevoir le bulletin par avion ou courrier électronique. Pour plus de détails sur les abonnements, veuillez contacter le Rédacteur.

SADC AUJOURD'HUI est publié en anglais et portugais et est également disponible en version électronique en anglais, portugais et français à www.sadc.int et www.sardc.net

CONCEPT & MISE EN PAGE
Tonely Ngwenya, Arnoldina Chironda

PHOTOS & ILLUSTRATIONS

p1, bureau du gouverneur de la province de Malanje en Angola; 4 Secrétariat SADC; 5, 11, 14 (trois), Droits d'auteur Bureau du tourisme sud africain; 6, SARDC; 12 (un) UNDP; 12 (deux), 13 (deux) CDF; 7, (en haut 2) Eskom, (en bas) NamPower; 8, DWAF Afrique du Sud; 9, Juakali Kambale; 12, (trois) DEAT; 12 (quatre), 14 (un, quatre), 14 (quatre), 24, APG; 13, (trois) NamPort; 14, 18 Options Illustratives; 15, DBSA; 21, MalGo Media services, Ltd.

EMISSION & IMPRESSION

DS Print Media, Johannesburg

Les correspondances doivent être adressées à:

Le Rédacteur, SADC TODAY

SARDC, 15 Downie Avenue, Belgravia, Harare, Zimbabwe
Tél: 263 4 791141 Fax: 263 4 791271
sadctoday@sardcnet

ou

SADC HOJE

SARDC, Rua D. Afonso Henriques, 141, MAPUTO, Moçambique
Tél: 250 1 400831 Fax: 258 1 491178
sardc@maputo.sardc.net

Information 21 Sites web

www.sadc.int www.sardc.net www.ips.org www.saba.co.za

SADC AUJOURD'HUI est financé par le gouvernement Belge sous l'égide du projet SADC Information 21, dont le but est de renforcer l'intégration régionale par le biais du partage d'informations et de connaissance, sur la base des affinités historiques, sociales et culturelles de longue date et des liens parmi les populations de la région, et de contribuer à l'avancement du programme de la SADC dans le 21 siècle.

Remerciements à la Banque de Développement de l'Afrique Australe pour son généreux soutien pour cette Edition Spéciale de SADCaujourd'hui

Remerciements aux compagnies aériennes suivantes pour leur assistance dans la distribution de SADCaujourd'hui:

Air Botswana, Air Malawi, Linhas Aeres de Moçambique, Air Namibia, South African Airways, Air Mauritius, TAAG Angolan Airlines, Zambian Airways et Air Zimbabwe

Avril
2-5 Afrique du Sud

Conférence Mondiale sur la Prévention de Blessure et la Promotion de la Sécurité

Le thème est: "Donnée pour Action".

Le focus de la 8ième conférence porte sur la manière dont les informations sur les blessures et la sécurité peuvent donner naissance à des politiques et pratiques concrètes sur la prévention. Les chercheurs, praticiens et décideurs sur les Blessures et la Sécurité participeront à la conférence.

25-30 Zimbabwe

Festival International des Arts d'Harare

Une célébration multiculturelle des arts, englobant le théâtre, l'art visuel, la danse et la musique, et attirant des participants de toute l'Afrique Australe et autres parties du monde

26-27 Namibie

Conférence Consultative de la SADC

Depuis la dernière Conférence Consultative en 2002, la SADC a développé un Plan Stratégique Indicatif de Développement Régional (RISDP) sur une période de 15 ans, qui fournit une direction stratégique pour les programmes de la SADC. La Conférence Consultative 2006 vise à commercialiser le RISDP et le Plan Stratégique Indicatif de l'Organe sur la Politique, Défense et Coopération de Sécurité (SIPO). Le focus portera sur la mobilisation de ressources pour la mise en oeuvre des plans, et l'adoption d'une Déclaration de Windhoek sur un nouveau partenariat SADC/PIC. Les Partenaires Internationaux Coopérants, les représentants de la Société Civile, le secteur privé et les gouvernements participeront à la Conférence sous le thème: "Partenariat pour la Mise en Oeuvre du Plan Indicatif de Développement Régional de la SADC et le Plan Stratégique Indicatif de l'Organe sur la Politique, la Défense et la Sécurité."

27-30 Angola

Foire Internationale des Mines

Une foire internationale sur l'exploitation minière organisée par le Ministère de la Géologie et de l'Exploitation Minière, la Compagnie Diamond Angola et Expo Angola, pour présenter l'industrie minière du pays, établir de nouveaux partenariats et chercher des fonds pour le secteur.

Mai
24-26 Ethiopie

Conférence Internationale sur les TIC pour le Développement

Le conférence est un évènement de renforcement de capacité pour les dépositaires engagés dans la planification et la mise en oeuvre d'apprentissage et formation soutenue par la technologie en Afrique. Sponsorisée par la Commission des Nations Unies pour l'Afrique, la conférence sera accompagnée d'une exposition.

31-2 juin
Afrique du Sud

Sommet Economique pour l'Afrique

Organisé par le Forum Mondial Economique, le sommet rassemble le secteur privé, la société civile et les chefs politiques pour débattre sur les opportunités de commerce et investissement en Afrique.

Juin
17-20 Afrique du Sud

Foire du Livre de la Ville du Cap

En partenariat avec la Foire du Livre de Franckfort, l'Association des Editeurs de l'Afrique du Sud organisera la première foire international du livre du pays. Prévue au Centre de Convention International de la Ville du Cap, la foire présentera les principaux éditeurs internationaux et locaux et est supposée attirer des milliers de visiteurs.

21-23 Afrique du Sud

Arbitrage Régional du Prix Media de la SADC

Une sous-commission de la SADC jugera les inscriptions pour le prix media 2006. Cette année le prix media portera sur le VIH et SIDA afin d'encourager la dissémination d'information sur la pandémie.



12 ans

depuis le 27 avril 1994

A moins que nous n'oublions ...

La longue route vers la liberté sud africaine

LA ROUTE vers la liberté en Afrique du Sud fut encombrée de discrimination raciale institutionnalisée, de brutalité et de razzia transfrontière visant les mouvements de libération et leurs partisans.

Au moyen d'une série de lois répressives, les régimes sud-africains successifs ont implanté le système de suprémacie blanche et de privation du droit électoral de milliers de noirs, indiens et population métisse.

La promulgation des lois apartheid en 1948 a institutionnalisé la discrimination raciale. Les lois raciales touchaient tous les aspects de la vie sociale, y compris la prohibition de mariage entre non-blancs et blancs, et l'introduction d'emplois pour « blancs seulement ».

La Loi des Autorités Bantu en 1951 fut utilisée pour créer des gouvernements ethniques dans les réserves africaines, connues sous le terme "homeland". Les homelands étaient des états "indépendants" auxquels tous les non-blancs étaient assignés conformément au registre d'origine, même si nombre d'entre eux ne vivaient actuellement pas dans ces régions.

Tous les droits politiques, y compris le droit de vote tenus par les non-blancs furent restreints aux homelands désignés. L'idée étant qu'ils seraient citoyens de ces homelands, perdant leur citoyenneté en Afrique du Sud.

Les homelands ont dénationalisé des millions de sud africains qui sont devenus des étrangers dans leur propre pays suite à l'introduction de l'obligation d'avoir un passeport pour entrer en Afrique du Sud.

La Loi 1950 sur l'Enregistrement des Populations exigeait que tous les sud africains soient racialement classifiés dans l'une des trois catégories : blanc, noir (africain) et métis, cette dernière comprenant des sous-groupes importants d'indiens et asiatiques.

Tous les noirs devaient avoir "un passe" contenant des empreintes digitales, une photo et des informations déterminant le lieu de résidence et de travail.

La résistance au système d'apartheid a éventuellement mené au gouvernement par la majorité en 1994. La résistance provenait des mouvements de race noire, indienne et métis, des partis politiques et d'autres pays, organisations et individuels.

Mené par le Congrès National Africain (ANC) de l'Afrique du Sud et le Congrès des Indiens Sud Africains, les sud africains lancèrent une Campagne de Défi en 1952 dans laquelle ils abandonnèrent les tactiques de modérations telles les pétitions en faveur de protestation militante. Celle-ci comprenait les actions en masses, les boycotts, les grèves et la résistance passive.

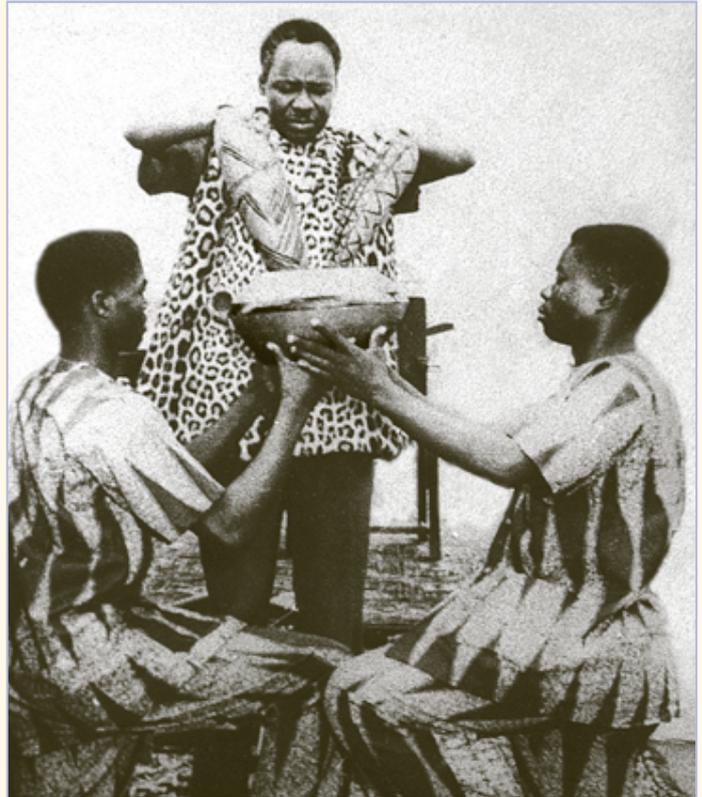
Près de 300 sud-africains noirs refusèrent de porter le passe, provoquant l'état d'urgence. L'état d'urgence dura 156 jours, causant 69 victimes et 187 blessés à Sharpeville le 21 mars 1960.

Le massacre de Sharpeville, en tant qu'évènement devint célèbre, signalant le début de la résistance armée en Afrique du Sud, et provoquant une condamnation mondiale des politiques apartheid de l'Afrique du Sud.

Tous les voisins de l'Afrique du Sud jusqu'à la République Unie de Tanzanie – indépendants mais cibles de la campagne de déstabilisation du régime apartheid – fournirent une assistance logistique et morale aux exilés sud africains et aux partisans.

Les responsabilités de l'indépendance

"NOTRE ACCOMPLISSEMENT de l'indépendance nous impose une lourde responsabilité, non seulement pour défendre notre liberté durement gagnée, mais également pour que nous nous fixions des standards d'égalité, justice et opportunité plus élevés pour tous, sans préjudice de race, principe ou couleur." - Sam Nujoma, premier président post-indépendance de la Namibie dans son discours d'inauguration durant la journée de l'indépendance le 21 mars 1990.



Mwalimu Julius Kambarage Nyerere unit les sols du Tanganyika et de Zanzibar lors d'une cérémonie pour marquer leur union en tant que République Unie de la Tanzanie le 26 avril 1964

Jours fériés dans la SADC
Avril – Juin 2006

4 Avril	Journée de la paix et de la Réconciliation Nationale	Angola
7 Avril	Journée de la Femme	Mozambique
7 Avril	Journée Sheikh Abed Amani Karume	Tanzanie
14 Avril	Vendredi Saint	Tous exceptés l'Ile Maurice la DRC, le Mozambique, Madagascar, Botswana
15 Avril	Public Holiday	Zambie
15 Avril	Samedi Saint	Zimbabwe
15 Avril	Samedi de Pâques	
16 Avril	Journée de Pâques	Namibie
17 Avril	Lundi de Pâques	Tous exceptés l'Ile Maurice la DRC, le Mozambique,
17 Avril	Journée de la famille	Afrique du Sud
18 Avril	Journée de l'Indépendance	Zimbabwe
19 Avril	Anniversaire du Roi	Swaziland
21 Avril	*Maulid Day	Tanzanie
25 Avril	Journée Nationale du Drapeau	Swaziland
26 Avril	Célébrations de l'Union	Tanzanie
27 Avril	Journée de la Liberté	Afrique du Sud
1 ^{er} Mai	Journée du Travail/ des travailleurs	Tous
4 Mai	Journée Cassinga	Namibie
25 Mai	Journée de l'Ascension	Botswana, Lesotho, Madagascar, Namibie, Swaziland
25 Mai	Journé de l'Afrique	Angola, Zambie, Lesotho, Namibie, Zimbabwe
1 ^{er} Juin	Journée International de l'Enfant	Angola
5 Juin	Lundi Whit	Madagascar
14 Juin	Journée de la Liberté	Malawi
16 Juin	Journée de la Jeunesse	Afrique du Sud
25 Juin	Journée de l'Indépendance	Mozambique
26 Juin	Journée de l'Indépendance	Madagascar
30 Juin	Journée de l'Indépendance	RDC

* tributaire de la visibilité de la lune

Un avenir partagé au sein d'une communauté régionale